

écho

des entreprises



- 04 | *Zoom*
LUXCONTROL
- 12 | *Interview*
LEX DELLES
- 18 | *Focus*
FEDIL NEW YEAR'S RECEPTION 2026
- 36 | *Bold Innovation*
NWPLUX
- 38 | *Carte Blanche*
TOM HAAS



TERRASSEMENT TRAVAUX DE VOIRIE TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE POUR ZONES INDUSTRIELLES ET LOTISSEMENTS BATTAGE DE PALPLANCHES PAR VIBRO-FONÇAGE PIEUX FORÉS EN BÉTON ARMÉ DÉMOLITIONS MÉTALLIQUES ET DU BÉTON ARMÉ TRAVAUX EN BÉTON ARMÉ FOURNITURE DE BÉTONS PRÉPARÉS

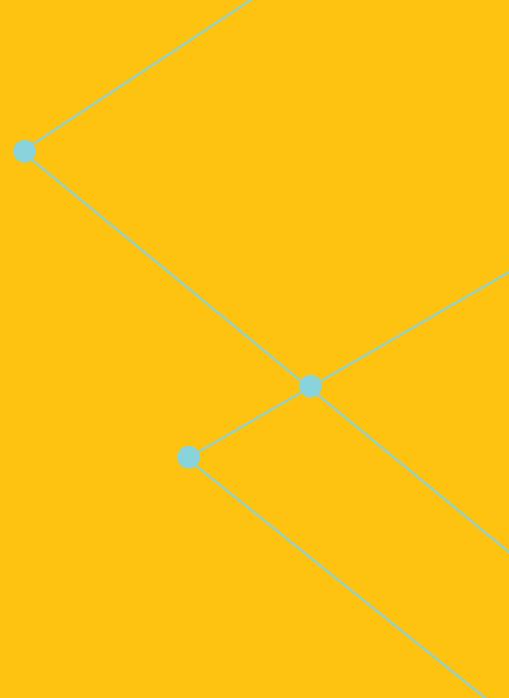


Baatz Constructions Exploitation Sàrl
1, Breedewues L-1259 Senningerberg
Tél : 42-92-62-1 www.baatz.lu



BAATZ
CONSTRUCTIONS
EXPLOITATION





Sommaire

02	Éditorial
04	Zoom <i>Luxcontrol</i>
12	Interview <i>Lex Delles</i>
18	Focus <i>FEDIL New Year's Reception 2026</i>
35	Actualités de la FEDIL <i>Cercle des chefs du personnel</i>
36	Bold Innovation <i>NWPLux: a new model for predicting extreme weather in Luxembourg - by Lara Punt</i>
38	Carte Blanche <i>Transformer les données en avantage compétitif - par Tom Haas</i>
41	Opinion <i>Faire du labyrinthe numérique un atout stratégique pour l'Europe - par Céline Tarraube / Simplify to compete: one year after the Omnibus, do we feel stronger? - Francesco Fiaschi</i>
46	Chronique juridique <i>Le licenciement pour absentéisme habituel circonstancié - par Ella Gredie</i>
48	Publi-reportage
50	Caricature
51	Publications & positions de la FEDIL

Les accords commerciaux de l'Union européenne : un levier essentiel pour la prospérité et l'influence globale

Dans un contexte mondial marqué par l'incertitude géopolitique, la montée de nouveaux pôles économiques et les défis des transitions technologique et écologique, les accords commerciaux entre l'Union européenne (UE) et d'autres espaces économiques sont plus que jamais au cœur du débat public. Ces accords soulèvent des questions majeures : comment garantir la prospérité des citoyens européens ? Comment préserver nos valeurs dans un monde en mutation ? Et comment assurer à l'UE un rôle de partenaire fiable et influent sur la scène internationale ? Les récentes polémiques autour de l'accord Mercosur ont démontré que dans ces discussions l'émotionnel s'impose souvent face au rationnel.

La signature d'accords commerciaux offre à l'UE des bénéfices économiques tangibles. En facilitant l'accès à de nouveaux marchés, ces accords stimulent la croissance et soutiennent l'emploi. Selon la Commission européenne, le réseau de 44 accords commerciaux préférentiels conclus par l'UE avec 76 partenaires dans le monde fournit des débouchés sur les marchés étrangers à quelque 630.000 entreprises de l'UE, dont plus de 600.000 PME.

L'UE représente 16,3 % du commerce mondial total de biens et de services, devant la Chine et les États-Unis, et plus de 30 millions de personnes occupent des emplois liés aux exportations.

Mais les accords ne sont pas conclus à n'importe quel prix. Toujours selon la Commission européenne, les mesures de défense commerciale de l'UE s'attaquent aux pratiques commerciales déloyales et protègent ainsi plus de 550.000 emplois européens.

Au-delà des chiffres, ces accords contribuent à la compétitivité des entreprises européennes, à l'innovation et à la diversification des chaînes d'approvisionnement, facteurs essentiels pour résister aux crises et aux fluctuations mondiales. Cette diversification contribue à renforcer la sécurité d'approvisionnement de nos entreprises.

Signer des accords commerciaux ne signifie pas renoncer aux principes fondateurs de l'UE. Au contraire, l'Union veille à ce que chaque accord soit juste et équilibré, intégrant le respect des droits humains, des normes sociales et environnementales. Dans les récents accords conclus par l'UE, les partenaires commerciaux sont tenus de respecter les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat et les conventions de l'Organisation internationale du travail.

Cette exigence de justice et d'équilibre garantit que la prospérité générée par le commerce international ne se fait pas au détriment des travailleurs, de l'environnement ou des consommateurs. L'UE reste ainsi fidèle à ses valeurs tout en s'ouvrant au monde. Renoncer aux accords commerciaux voudrait dire qu'on renoncerait à ce levier important alors que le poids relatif de l'UE sur la scène mondiale a tendance à décroître.

La multiplication des tensions géopolitiques, la remise en cause du multilatéralisme et la fragmentation des chaînes de valeur mondiales exigent une réaction rapide et coordonnée de l'UE. Face à la guerre en Ukraine ou aux rivalités commerciales et technologiques entre grandes puissances, il est crucial pour l'UE de renforcer ses liens économiques avec des partenaires partageant ses valeurs et sa vision d'un commerce ouvert, équitable et durable.

En multipliant et en accélérant la conclusion d'accords commerciaux tels que décrits ci-dessus, l'UE démontre sa capacité à agir de façon cohérente et responsable et elle se présente comme interlocuteur sérieux et fiable. Cette fiabilité fait de l'UE un partenaire privilégié pour de nombreux pays, renforçant son poids diplomatique et sa capacité à défendre les intérêts de ses citoyens et entreprises dans un monde en mutation. Soutenir ces accords, c'est choisir une Europe forte, ouverte et responsable, prête à relever les défis économiques qui se présentent.

RENÉ WINKIN
Directeur de la FEDIL
rene.winkin@fedil.lu





zoom

LUXCONTROL





LUXCONTROL

Accompagner l'évolution industrielle et sécuriser l'avenir

L'inauguration du nouveau siège de Luxcontrol à Belval marque bien davantage qu'un simple déménagement. Elle symbolise une étape structurante dans le développement d'un organisme qui, depuis des décennies, accompagne les entreprises et les pouvoirs publics dans les domaines de la sécurité, de la qualité, de l'environnement et de la santé. À l'heure où les risques industriels se complexifient et où les exigences réglementaires se renforcent, Luxcontrol affirme sa volonté de rester un partenaire de confiance, capable d'anticiper les évolutions et d'y répondre avec pragmatisme.

Implanté dans un bâtiment moderne de 11 000 m² répartis sur cinq niveaux – dont trois occupés par Luxcontrol –, le nouveau siège a été pensé comme un outil stratégique. « Nos métiers évoluent rapidement, et nos infrastructures doivent suivre », résume René Jost, administrateur délégué de Luxcontrol jusque fin 2025 et dès lors conseiller au Comité de Direction. Au-delà de l'image, l'enjeu est aussi humain : offrir un environnement de travail attractif, conforme aux dernières normes de sécurité, et renforcer l'attractivité d'un employeur qui compte aujourd'hui 260 collaborateurs aux profils très diversifiés.

UN LABORATOIRE AU CŒUR DE L'ÉCOSYSTÈME SCIENTIFIQUE

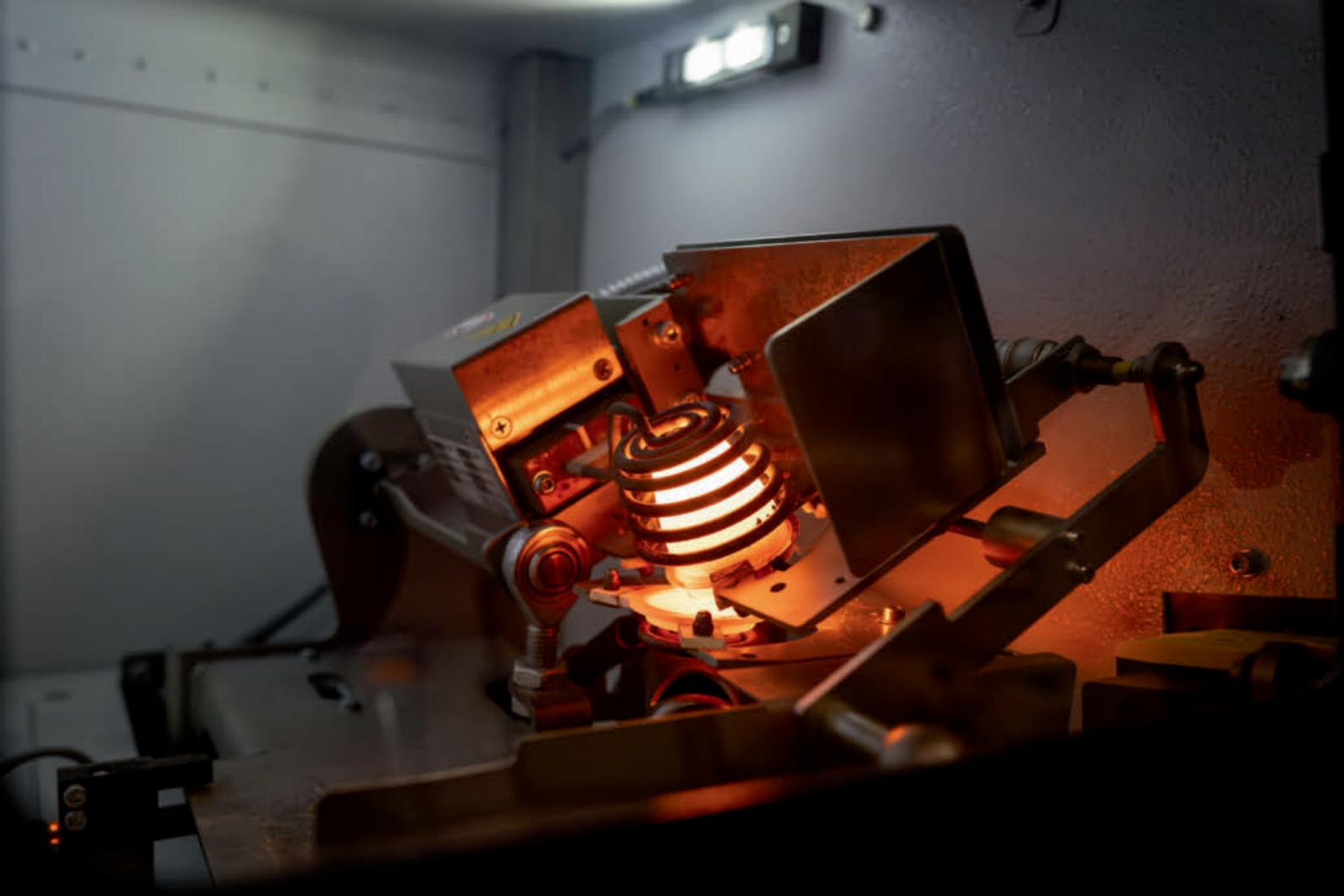
Parmi les piliers de Luxcontrol figure le laboratoire, désormais installé au House of Biohealth à Esch-sur-Alzette. Ce déménagement, opéré en août 2023 après plus de trente années passées dans le bâtiment Terres-Rouges à Esch, s'inscrit dans une logique de continuité, tout en offrant un cadre scientifique et technique de haut niveau. Accrédité ISO/IEC 17025, le laboratoire de Luxcontrol réalise des analyses chimiques traditionnelles et spécifiques dans les domaines du contrôle qualité, de l'environnement et de la santé.

Seul laboratoire privé luxembourgeois agréé par les administrations de la gestion de l'eau et de l'environnement pour certaines prestations, il joue un rôle clé dans le tissu national. Les équipes volontairement mixtes – composées de chimistes, biochimistes et autres profils scientifiques – et dotées d'une large expérience, interviennent pour des analyses environnementales menées pour le compte, entre autres, de collectivités locales et d'administrations publiques, bureaux d'études ou acteurs industriels, dont des contrôles de matières premières. Les installations, conçues sur mesure, et les équipements propres à Luxcontrol permettent de répondre à des exigences techniques élevées, tout en développant des partenariats ciblés, notamment avec le LIST, pour certains projets de recherche appliquée.

La proximité géographique constitue un atout majeur, en particulier pour le génie civil. Disposer d'un laboratoire à proximité des chantiers permet une grande réactivité et s'inscrit dans une logique d'économie circulaire, en facilitant par exemple des analyses rapides de sols. Le laboratoire développe également des activités spécifiques, comme le contrôle de la potabilité de l'eau dans les crèches, ou encore des analyses liées aux batteries électriques et aux terres rares. Autant de compétences stratégiques qui contribuent à maintenir le savoir-faire scientifique sur le territoire national.

CYBERSÉCURITÉ : MESURER ET FAIRE PROGRESSER LA MATURITÉ NUMÉRIQUE

Autre illustration de la capacité d'adaptation de Luxcontrol : l'intégration, depuis septembre 2024, de la cybersécurité à son portefeuille de services. Cette nouvelle activité découle naturellement de l'expertise développée dans des secteurs fortement réglementés, comme l'homologation automobile ou les sites Seveso, où les nouvelles normes intègrent désormais explicitement la dimension cyber.









Avec le « Luxcontrol Cyberscore », l'organisme propose une approche volontairement différente des audits classiques. L'objectif n'est pas de sanctionner, mais d'évaluer le niveau de maturité d'une organisation et de l'aider à progresser. Deux experts – l'un spécialisé en cybersécurité, l'autre en informatique – se rendent sur site pour effectuer 92 contrôles couvrant les aspects techniques, organisationnels et humains. À l'issue de cette analyse, un rapport détaillé est remis, assorti d'un plan d'action pragmatique visant un niveau de sécurité A ou B, puis d'un contrôle ultérieur permettant l'obtention d'un label.

Cette démarche s'adresse en priorité aux PME, particulièrement exposées aux cyberattaques, mais souvent démunies face à la complexité et au coût des solutions proposées par les grands cabinets internationaux. Dans un contexte où des normes comme ISO 27001 ou la directive NIS 2 apparaissent difficiles à mettre en œuvre pour des structures de taille modeste, Luxcontrol privilégie une montée en maturité progressive, indépendante de toute logique de vente de solutions. Une approche soutenue par des partenariats, notamment avec INCERT, et complémentaire des dispositifs publics tels que le programme Fit4Cyber du ministère de l'Économie.

Au-delà des aspects techniques, Luxcontrol insiste sur la sensibilisation. Investir un minimum en cybersécurité devient indispensable pour éviter le pire, alors même que les couvertures d'assurance cyber restent limitées. L'enjeu est désormais de faire reconnaître le label, de multiplier les publications et les présentations, et d'ancrer durablement la cybersécurité dans la culture d'entreprise.

ATEX : PRÉVENIR LES RISQUES MAJEURS

Dans le prolongement de ses missions historiques, Luxcontrol renforce également ses services liés aux directives ATEX, applicables tant aux utilisateurs qu'aux fabricants de matériel destiné à être utilisé en atmosphères explosives. Si la transposition réglementaire nationale est en vigueur depuis 2016 déjà, la formalisation reste encore insuffisante dans de nombreuses entreprises.

Les équipes accompagnent les industriels dans l'identification des produits combustibles, l'évaluation des sources d'inflammabilité, la détermination des zones à risque et l'examen du matériel afin d'en vérifier l'indice de protection. Elles apportent aussi une assistance précieuse à la rédaction de documentations souvent incomplètes, et à la formation du personnel. Un travail de fond, indispensable pour réduire des risques susceptibles de conduire à des accidents industriels de grande ampleur, où l'improvisation n'a pas sa place.

UNE NOUVELLE PRÉSIDENCE POUR CONSOLIDER L'AMBITION

Cette phase d'expansion et de diversification s'est enfin accompagnée d'un renouvellement de la gouvernance. Depuis octobre 2024, René Winkin assure la présidence de LC Luxcontrol asbl. Une prise de fonction qui intervient à un moment charnière, alors que l'organisme consolide son rôle d'acteur indépendant de référence. A partir du 1^{er} janvier 2026, Luxcontrol connaît également un changement à sa direction, Alexander Pinter ayant été nommé Directeur général par intérim. Entre exigences réglementaires accrues, mutations technologiques et attentes sociétales en matière de sécurité et de durabilité, Luxcontrol entend poursuivre sa mission : accompagner les entreprises vers un monde industriel plus sûr, plus résilient et mieux préparé aux défis de demain.

Article :

LAURENCE KAYL

*Responsable communication à la FEDIL
laurence.kayl@fedil.lu*

Photos :

ANN SOPHIE LINDSTRÖM



Interview



LEX DELLES

*Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme **

« Notre souhait est de créer un environnement clair, compétitif et propice à l'industrialisation bas-carbone »

Plusieurs années sans croissance notable. La valeur créée dans le pays reste stable, tandis que la masse salariale, les prestations sociales et les dépenses publiques ne cessent d'augmenter. Monsieur le ministre, pourriez-vous commenter ce décalage et ses conséquences en termes de durabilité ? Voyez-vous un besoin de rééquilibrage à moyen terme ?

Le Luxembourg a fait le choix, depuis des décennies, d'un haut niveau de protection sociale et de services publics de qualité. Le financement de ce système, garant de la cohésion sociale, passe nécessairement par la croissance économique. Notre modèle social et notre prospérité en dépendent.

Je tiens quand-même à souligner que le Luxembourg aborde ces défis à partir d'une position de stabilité, devenue rare en Europe : une notation triple A, une gouvernance politique stable, un niveau d'endettement public maîtrisé et un climat social apaisé. Cette stabilité constitue un avantage compétitif majeur pour nos entreprises et pour l'attractivité du pays et nous la défendrons toujours.

L'enjeu aujourd'hui n'est pas de renouer avec n'importe quelle croissance, mais de bâtir une croissance durable, fondée sur une augmentation de la productivité et de la valeur ajoutée. Dans un contexte démographique et budgétaire contraint, nous ne pourrons pas préserver notre niveau de prospérité uniquement par une hausse du volume d'emplois ou des dépenses. Elle se fera surtout par une augmentation de la productivité. C'est précisément pourquoi le gouvernement mise fortement sur l'innovation, le numérique et l'intelligence artificielle comme leviers de productivité, au bénéfice des entreprises et de l'économie dans son ensemble. L'IA et les outils numériques permettent déjà aujourd'hui d'optimiser les processus industriels, la logistique, la recherche, ou encore la gestion de l'énergie, et leur potentiel ira encore croissant.

Pour accompagner cette transformation, l'État investit dans les infrastructures stratégiques nécessaires, notamment avec le déploiement d'un ordinateur quantique, MeluXina-Q, d'un nouveau superordinateur optimisé pour l'intelligence artificielle, MeluXina-AI et d'une AI Factory qui fonctionnera comme

One-Stop-Shop pour l'accompagnement des entreprises en la matière. Ces infrastructures visent à soutenir la compétitivité de notre tissu économique, à faciliter l'accès des entreprises aux technologies de pointe et à renforcer la souveraineté technologique du pays.

À moyen terme, la durabilité de notre modèle passera donc par ce rééquilibrage : une croissance de qualité, tirée par l'innovation et la productivité, afin de préserver la prospérité du pays et la solidité de notre système social.

Réindustrialiser notre continent et augmenter notre souveraineté économique, tels sont les nouveaux mots d'ordre d'une politique européenne qui veut réagir face à un contexte international difficile. Comment l'Europe arrivera-t-elle à inverser la tendance de la désindustrialisation ? Que faire sur le plan national ? Les récentes annonces d'investissements industriels dans notre pays laissent-elles présager d'autres investissements à l'avenir ?

Réindustrialiser l'Europe et renforcer notre souveraineté économique sont des objectifs essentiels, mais leur mise en œuvre est complexe, dans un contexte marqué par des tensions géopolitiques et des coûts énergétiques élevés. Pour inverser la tendance à la désindustrialisation, il faut créer des conditions qui stimulent les entreprises à investir. Cela implique un cadre stable et prévisible, des mesures concrètes pour accompagner nos ambitions climatiques et des politiques qui donnent confiance aux entreprises.

Au niveau européen, il est crucial de maintenir des mécanismes de protection pour les secteurs stratégiques, comme les allocations gratuites dans le cadre de l'ETS, jusqu'à ce que des instruments tels que le CBAM révisé soient pleinement opérationnels. Nous devons aussi développer des « lead markets » pour les produits décarbonés, en garantissant une demande prévisible et en simplifiant les règles. La recherche et l'innovation doivent rester au cœur de notre stratégie, notamment pour réduire notre dépendance aux matières premières critiques.

Sur le plan national, nous devons continuer à soutenir les investissements industriels par des politiques claires et cohérentes, en réduisant la bureaucratie et en misant sur la compétitivité. Le marché intérieur reste notre atout majeur : lever les barrières qui freinent les entreprises est indispensable pour renforcer la compétitivité et attirer des projets.

Nous soutenons également les entreprises en prenant en charge les frais de réseau d'électricité dès 2026. Nous ferons tout ce qu'on peut pour rester plus attractif que nos voisins, mais nous savons également qu'il ne sera pas possible de concurrencer avec les prix d'électricité et de gaz aux Etats-Unis ou en Asie. Les annonces récentes d'investissements industriels au Luxembourg sont encourageantes et montrent que notre pays reste attractif. Mais pour que cette dynamique se poursuive, nous devons offrir un environnement stable, des infrastructures adaptées et une vision à long terme. C'est ainsi que nous pourrons conjuguer réindustrialisation, transition écologique et souveraineté économique.

Le gouvernement issu des élections de 2023 a fait preuve de volonté politique pour pousser l'agenda de la simplification. Après son entrée en fonction fin 2024, la nouvelle Commission européenne annonçait plusieurs initiatives omnibus pour corriger et simplifier un cadre réglementaire qui nous semble avoir déraillé, surtout lors de la dernière législature. Quel bilan tirez-vous de ces travaux ? En outre, même si la surréglementation a souvent son origine au niveau européen, le potentiel d'action contre la surréglementation et en faveur de la simplification administrative au niveau national est réel. Quelles sont vos priorités en la matière ?

La simplification est une priorité absolue, tant au niveau européen qu'au niveau national. Les initiatives « omnibus » de la Commission européenne vont dans la bonne direction : corriger et simplifier un cadre réglementaire devenu trop complexe, notamment en matière de reporting extra-financier, de chaînes d'approvisionnement (CSDDD) ou de mécanisme d'ajustement carbone (CBAM). Nous soutenons pleinement ces objectifs, car il est essentiel de protéger les droits humains et l'environnement tout en réduisant la charge administrative, en particulier pour les PME. La Commission vise une réduction d'au moins 25 % de cette charge, ce qui est ambitieux et nécessaire.

Je tiens aussi à souligner notre approche qui consiste à échanger en permanence avec les chambres professionnelles et les fédérations, pour adapter nos mesures aux demandes du terrain. Dans ce contexte, nous avons reçu un grand nombre de suggestions, notamment de la FEDIL.

Sur le plan national, nous avons déjà lancé plusieurs mesures concrètes pour alléger les formalités et améliorer l'efficacité des procédures. Parmi elles :

- Une procédure unique et intégrée pour la création d'entreprise, harmonisée avec la CCSS et l'AED, afin que le demandeur n'ait plus qu'une seule démarche à accomplir.
- L'extension du cadastre commercial à toutes les zones d'activité économique pour optimiser leur utilisation et améliorer les infrastructures.
- Le développement d'un outil en ligne avec la Chambre de Commerce pour accompagner les PME dans le cadre du nouveau reporting volontaire européen (VSME).
- La simplification des aides d'État et l'introduction de mesures plus souples pour les PME.

Notre objectif est clair : réduire la bureaucratie, renforcer la proportionnalité des règles et créer un environnement favorable à la compétitivité. Ces efforts nationaux complètent les priorités européennes et traduisent notre volonté politique de « faire simple » pour libérer le potentiel des entreprises. Et je tiens à réaffirmer l'engagement du gouvernement et de mon ministère à poursuivre, de façon continue, les efforts en matière de simplification administrative, notamment via les travaux menés au sein de la Direction générale PME, simplification administrative, artisanat et commerce.

L'intervention étatique récente sur les investissements de réseau a envoyé un signal fort aux entreprises. Comment le gouvernement envisage-t-il, au-delà de cette mesure ponctuelle, d'assurer une visibilité pluriannuelle sur les coûts de réseau et d'électricité, élément-clé pour sécuriser les décisions d'investissement industriel ?

Le gouvernement a toujours défendu des prix énergétiques compétitifs pour les entreprises au Luxembourg et continuera à le faire. Un tarif de l'électricité attractif est indispensable à la compétitivité de nos entreprises comme au pouvoir d'achat des ménages.

C'est dans cette logique que nous avons décidé de soutenir de manière substantielle les coûts de réseau à partir de 2026. L'Etat prend en charge une partie des investissements liés au renforcement du réseau, pour un montant total de 150 millions d'euros pour l'année 2026. Surtout, cet engagement s'inscrit dans la durée : nous avons acté un soutien d'au moins trois ans.

Cette visibilité pluriannuelle est essentielle. Elle permet aux entreprises de planifier leurs investissements industriels en s'appuyant sur une meilleure prévisibilité des coûts énergétiques, tout en assurant que les infrastructures électriques continuent d'évoluer au rythme des besoins du pays.

La décarbonation est de plus en plus un critère d'attractivité industrielle. Comment le Luxembourg peut-il se positionner comme un site industriel crédible pour des investissements bas-carbone, alors que les besoins en infrastructures énergétiques, en financements et en compétences augmentent rapidement ?

La décarbonation est en effet un facteur déterminant de l'attractivité industrielle, et le Luxembourg se positionne clairement pour accueillir des investissements bas-carbone. Notre nouvelle aide "décarbonation", lancée en 2025, en est une preuve concrète : elle soutient l'électrification des procédés industriels existants et permet de combler les déficits de financement sur dix ans. A l'issue d'un appel d'offres concurrentielles lancé par le ministère de l'Economie, six projets ont été retenus, pour un montant de plus de 100 millions d'euros d'aides octroyées aux entreprises bénéficiaires, illustrant l'engagement envers nos entreprises. Nous sommes d'ailleurs en train d'examiner les possibilités de prolonger ce régime d'aides.

De plus, l'entrée en vigueur, début janvier 2026, de la nouvelle loi environnement, qui subventionne désormais les investissements matériels en décarbonation, efficacité énergétique et énergies renouvelables, renforce encore cet écosystème. Cette aide CAPEX est un outil concret pour moderniser rapidement les infrastructures industrielles et améliorer leur performance carbone.

Parallèlement, nous préparons le nouveau cadre européen CISAF (Clean Industrial Deal State Aid Framework), qui offrira davantage de flexibilité pour soutenir les technologies propres et réduire le coût de l'électricité pour les industries fortement consommatrices, en échange d'investissements en décarbonation. Parmi les axes de travail : l'accélération du déploiement des énergies renouvelables, des mesures temporaires pour réduire le coût de l'électricité des entreprises fortement consommatrices en contrepartie d'investissements obligatoires en décarbonation, ainsi qu'un soutien ciblé aux technologies clés comme l'hydrogène propre.

Au niveau des infrastructures, nous investissons aussi, d'une part dans l'expansion du réseau d'électricité, et d'autre part dans l'hydrogène renouvelable : une nouvelle ligne 380kV pour l'électricité verra ainsi le jour, qui permettra d'augmenter sensiblement les capacités du réseau et nous avons aussi lancé des projets transfrontaliers en matière d'hydrogène.

Grâce à cet ensemble cohérent de mesures, allant des aides ciblées, à la modernisation réglementaire, et tout en faisant évoluer nos infrastructures énergétiques, notre souhait est de créer un environnement clair, compétitif et propice à l'industrialisation bas-carbone.

Les appels à projets prévus par la nouvelle loi RDI marquent une évolution vers une approche plus stratégique de l'innovation. Quelles seront les premières priorités thématiques et comment le ministère veillera-t-il à ce que les appels à projets soient suffisamment simples, rapides et adaptés aux réalités des entreprises, en particulier des PME industrielles, afin d'éviter un effet dissuasif lié à la complexité administrative ?

Avec la nouvelle loi RDI, nous avons prévu de travailler encore davantage avec des appels à projets thématiques, car nous avons pu constater que ces appels trouvent un bon écho auprès des entreprises. Les premiers appels à projets seront concentrés sur des thématiques stratégiques pour le pays : transition énergétique et climatique, technologies numériques avancées,

communication 5G et projets répondant à des défis sociétaux prioritaires, tels que soutenus via la plateforme Research Industry Collaboration qui structure déjà ces axes thématiques et renforce la collaboration entre industrie et recherche publique. Mais notre ambition ne s'arrête pas à définir des priorités : nous voulons des appels accessibles, rapides et efficaces. C'est pourquoi nous simplifions les procédures, renforçons l'accompagnement de Luxinnovation et donnons une attention particulière aux PME, conformément à l'esprit de la réforme qui vise à stimuler l'investissement privé et à faciliter l'accès des petites entreprises aux aides RDI. En clair, nous espérons créer un environnement stimulant les entreprises à innover, grâce à moins de complexité, plus de lisibilité et des objectifs clairs pour avoir encore davantage d'impact.

La préférence européenne est de plus en plus évoquée pour réduire certaines dépendances stratégiques et, éventuellement, soutenir temporairement des industries à risque. Quelle est la position du gouvernement luxembourgeois sur de telles mesures, et quels secteurs devraient, le cas échéant, être prioritaires, tout en préservant ouverture, innovation et intégration dans les chaînes de valeur européennes et mondiales ?

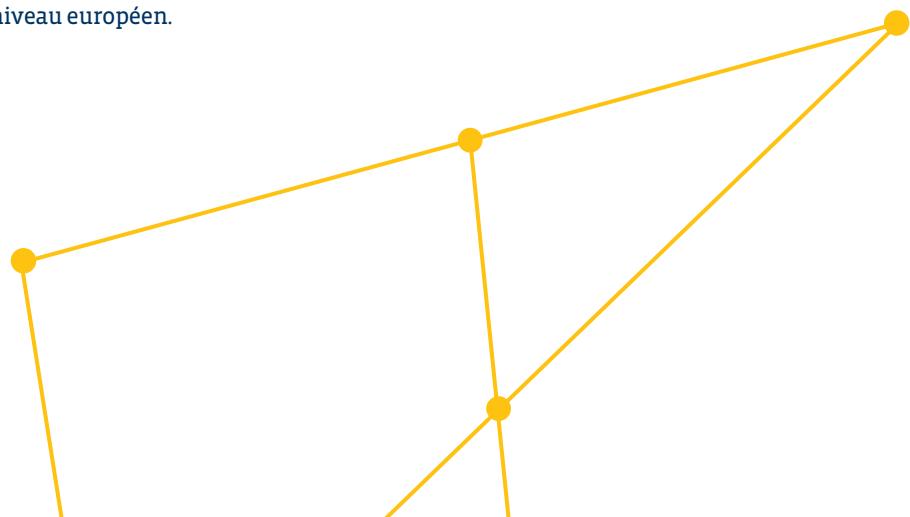
La réduction des dépendances stratégiques est un enjeu réel pour l'Europe, mais c'est important que toute forme de « préférence européenne » reste ciblée, proportionnée et compatible avec l'ouverture qui fait la force de notre économie. La priorité doit aller à des secteurs véritablement stratégiques comme les technologies propres, les énergies renouvelables, la décarbonation industrielle, les matières premières critiques, les semi-conducteurs, ainsi que les industries à forte intensité énergétique qui doivent pouvoir se décarboner progressivement. C'est d'ailleurs dans cette optique que le mécanisme de filtrage des investissements a été pensé au niveau européen.

C'est aussi pour cette raison qu'au niveau européen, le gouvernement soutient tous les instruments visant à renforcer la résilience industrielle, comme le nouveau CISAF, le successeur du cadre TCTF (Temporary Crisis and Transition Framework) qui encadre les aides d'État pour soutenir l'industrie propre, la décarbonation et les technologies propres ou encore la future loi sur l'accélérateur industriel, qui permettra d'accélérer les projets industriels, tout en stimulant la demande pour des produits décarbonés fabriqués en Europe.

Toutefois, notre position reste claire : le marché unique doit rester le moteur central de notre compétitivité. Cela implique non seulement d'éviter une fragmentation protectionniste, mais aussi de supprimer les obstacles persistants au sein du marché intérieur, afin de garantir une concurrence équitable et une intégration profonde dans les chaînes de valeur européennes et mondiales. Le Luxembourg est ouvert à des mesures ciblées lorsqu'elles renforcent la souveraineté économique de l'Europe, mais ces mesures doivent toujours aller de pair avec innovation, ouverture et intégration, qui sont les véritables clés de la compétitivité européenne à long terme.

Le marché unique reste loin d'être pleinement accompli, avec des obstacles persistants. Quelle est la position du gouvernement luxembourgeois pour lever ces obstacles, et quelles sont ses priorités pour renforcer l'intégration européenne ?

Les restrictions territoriales de l'offre (RTO) illustrent de manière très concrète l'absence d'intégration au sein du marché intérieur européen. La Commission européenne les classe même dans le top 10 des barrières à supprimer dans le cadre de sa nouvelle stratégie « Marché intérieur ».



En effet, ces pratiques commerciales qui empêchent les distributeurs de choisir librement leurs fournisseurs peuvent entraîner d'importantes différences de prix entre les pays pour les mêmes marchandises, générant des surcoûts. Ce sont principalement les PME et les consommateurs qui en payent les frais. D'après une enquête de la Commission européenne menée en 2020, les RTO généreraient, au niveau européen, des surcoûts d'environ 14 milliards d'euros par an, dont les consommateurs font principalement les frais. De telles barrières au sein du marché intérieur de l'Union européenne génèrent des frustrations chez les citoyens et les entreprises européennes que l'on ne peut ignorer. Le géoblocage, qui empêche les consommateurs d'acheter ou de se faire livrer comme ils le pourraient dans des pays voisins, pourtant situés à seulement quelques kilomètres, est un exemple concret de restriction territoriale de l'offre.

Pour éviter ce genre de barrière, il faut absolument plaider pour l'adoption de règles communes aux 27 États-membres de l'Union. Le Luxembourg, ainsi que la Belgique et les Pays-Bas sont activement montés au créneau à ce sujet depuis près de 20 ans déjà et fin septembre 2025, ces efforts des pays du Benelux ont été soutenus par plusieurs autres pays, dont l'Autriche, la Tchéquie, la Grèce, la Slovénie et la Croatie, qui ont présenté une position commune allant dans le même sens.



LUXEMBOURG AI EXCELLENCE AWARDS

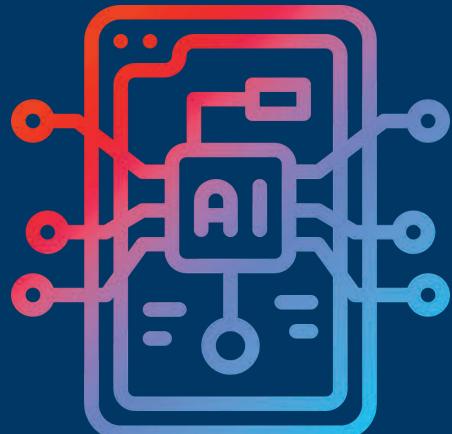
2026

Launched in 2025, the competition enters its second round. The Luxembourg AI Excellence Awards is a competition created to honor outstanding achievements and spotlight pioneering projects, cutting-edge advancements, and innovative uses of Artificial Intelligence.

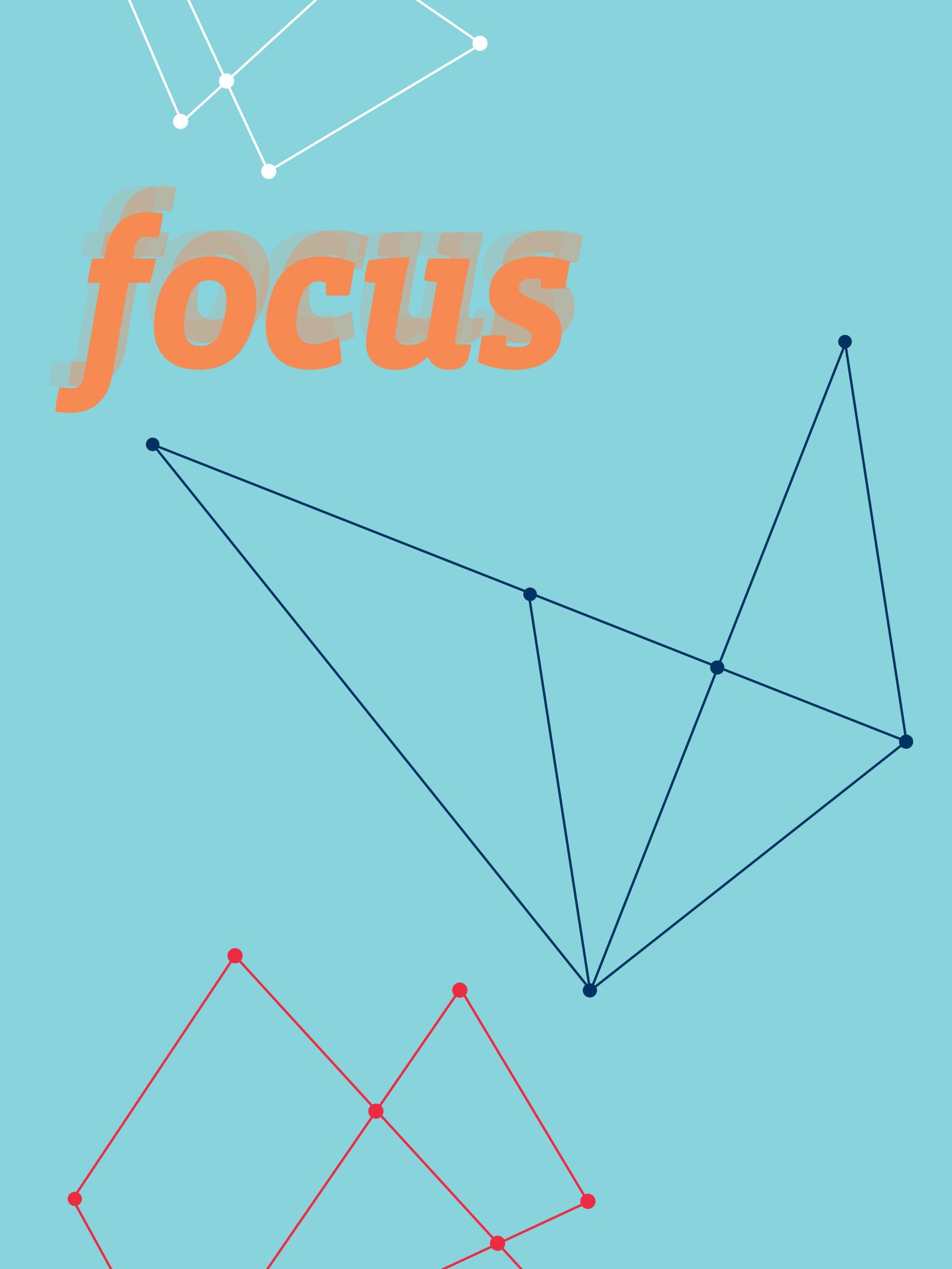
Whether you're an ambitious startup or an established player, this is your opportunity to highlight your impact on the ever-evolving AI landscape, gain industry recognition, and increase your visibility across the AI ecosystem.



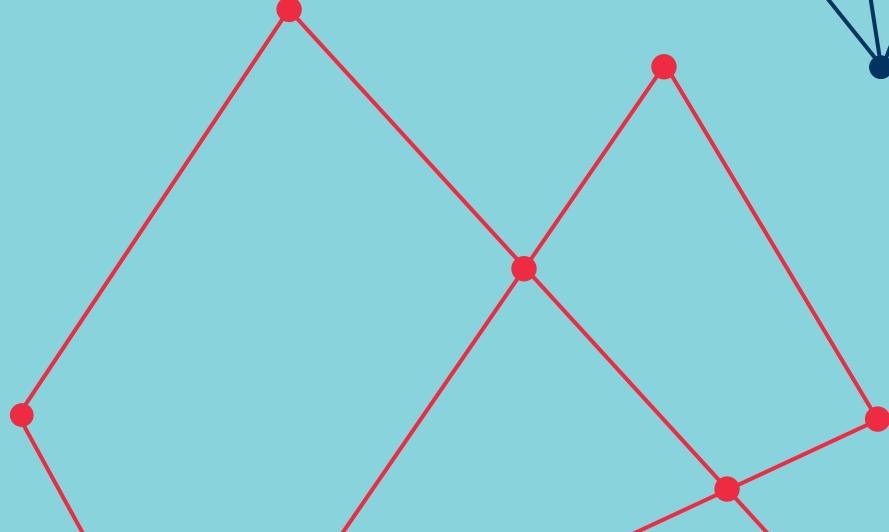
Ready to put your AI innovation in the spotlight? Visit our website for submission guidelines and application form.



SUBMIT YOUR APPLICATION UNTIL 6 MARCH 2026



focus



FEDIL New Year's Reception 2026

On 15 January, FEDIL was delighted to welcome close to 900 guests to Luxexpo for its traditional New Year's Reception. At this flagship event for the Luxembourg business community, a large number of representatives of the federation's member companies, as well as a number of key figures from the economic, political and institutional spheres, came together for the evening to receive FEDIL's New Year's greetings and, above all, to listen to the messages and concerns of the industrial and entrepreneurial world in the face of the many challenges facing economic players.

The various speeches were made in front of a large audience of ministers, former ministers, members of national and European parliaments as well as ambassadors. The evening was moderated by Natasha Ehrmann.

After welcoming the guests, including Prime Minister Luc Frieden and the evening's keynote speaker Adel Al-Saleh, CEO of SES, FEDIL Chairman Georges Rassel set out in his speech the concerns of businesses in the face of the huge challenges of the present and exposed following key claims, his message being reproduced in full below:

- **Competitiveness is under threat from persistent overregulation:** Despite recent adjustments, EU legislation will continue to impose heavy burdens on companies. Simplification alone is insufficient; structurally flawed laws should be withdrawn rather than merely streamlined. We must enter a "erase and rewind" scenario.
- **Europe risks missing the digital transformation window:** Regulatory overload is stifling innovation and speed. Europe must move from "thinking digital" to "building digital," prioritising infrastructure, delivery, and industrial-scale execution.
- **Energy cost competitiveness remains a decisive factor for industry:** While national measures have eased some pressure, European industry still faces a significant cost gap versus global competitors. Affordable, low-carbon electricity is essential to achieving industrial, digital, and climate objectives without triggering deindustrialisation.

• **Climate policy must be rebalanced to avoid economic and social backlash:** Current instruments (ETS, CBAM) raise costs without restoring competitiveness or securing export markets. Without deeper reforms and massive investment, Europe risks meeting climate targets mainly through industrial decline and job losses.

• **Openness and strategic autonomy must be reconciled pragmatically:** In a context of geopolitical tension and weaponised trade, Europe should favour competitive European solutions over imposed protectionism, while selectively safeguarding strategic interests where security and sovereignty are at stake.

• **Luxembourg's social and economic model requires realistic reform:** Pension sustainability, housing market dysfunction, and strained social dialogue threaten long-term stability. Growth, investment, and constructive dialogue are indispensable to preserving social cohesion and confidence.

Following Georges Rassel's engaging address, the evening was punctuated by an excellent keynote speech from Adel Al-Saleh, CEO of SES, on "Space as a Driver for Continued Growth - Transforming the Industry for Bigger Impact & Value Creation".

He captivated his audience as he outlined the remarkable transformation the global space industry went through, emphasized Luxembourg's influence, shared his perspective on future developments, and presented SES's approach as a leading provider of advanced space solutions.

The official part ended with a speech by Prime Minister Luc Frieden. He declared 2026 to become the “Year of Competitiveness,” framing it as a national priority rather than a slogan - essential for jobs, growth and maintaining the country’s edge amid intense global competition. Competitiveness, he emphasised, is about survival in a changing world, reinforcing that businesses create and sustain jobs that underpin Luxembourg’s prosperity. He highlighted the importance of open markets, particularly completing the EU Single Market and preserving free trade as pillars of Luxembourg’s economic model. Frieden stressed policy predictability and stability - including robust social dialogue, fiscal discipline and long-term policy continuity - as competitive advantages that make Luxembourg attractive to companies and investors. In his closing remarks, he offered explicit government support to industry, signalling political resolve behind competitiveness, innovation and openness in the face of global economic complexity.

The evening ended with a cocktail reception and a pleasant moment of networking, much appreciated by all!

FEDIL would like to extend its warmest thanks to the sponsors who made a major contribution to the success of our New Year's reception: BGL BNP Paribas - Groupe Foyer - LuxConnect - Office du Ducroire Luxembourg - Société Nationale de Crédit et d'Investissement - Landewyck - Amazon - Losch Luxembourg - LuxAirport - Bexeb - Ferrero - Luxexpo the Box - Codex - Imprimerie Centrale.

Article :
LAURENCE KAYL
Responsable communication à la FEDIL
laurence.kayl@fedil.lu







LUC FRIEDEN

Prime Minister

snci

BGL
BNP PARIBAS

CGN



Adel Al-Saleh: Space as a Driver for Continued Growth

We welcomed Adel Al-Saleh, CEO of SES, as the keynote speaker at our New Year's reception, and took this opportunity to ask him three key questions about the future and challenges of the space industry. His perspectives provide a comprehensive overview that reflects the substance of his keynote address.

Looking ahead, how do you foresee the space sector evolving over the next 20 to 50 years, and what strategic role will SES play in shaping this future landscape?

Space will keep expanding in size and scope, transforming how we live and work. According to even cautious projections, we're going from doubling the industry size over the last 10 years to at least tripling it over the next 10 years, and likely even more.

However, the focus will shift. Up until now, the industry has been supporting the usage of space for activities on Earth, such as communications and monitoring. These activities will continue to grow and expand. In addition to supporting activities on Earth, we will see development of a new dimension that will include activities and new applications that are space focused. Infrastructures and industries will expand into space, we'll see more of the computing activities moving there, and there are numerous projects already in motion - such as developments of datacenters in space to support greater amounts of data generated directly there. Expect breakthroughs in other areas as well.

At SES, we have been building space infrastructure and providing connectivity for the past several decades. As space continues to expand, so will we. For example, our next generation of satellites will be equipped with optical communication payloads that will enable ultra-high throughput, up to 100 Gbps, connectivity within space over very long distances. Our systems will be able to provide the communications backbone for space-based missions be it data centers, earth-observation constellations, government space domain awareness missions, space stations, space travel and industrialization of space.

What do you identify as the most pressing challenges facing the space industry today and in the near future, and how is SES preparing to address these risks and stay ahead of the curve?

Among the main risks, there is a danger of being swamped by a LEO-only mentality, as we are seeing the rise of mega-LEO with hyperscale operators launching thousands of satellites into Low-Earth Orbit. LEO networks are important, however, what is needed is a multi-orbit network architecture. Space networks of the future must be resilient and dense, with multi-layered architectures, just like the terrestrial networks. Multiple orbit networks give you this architecture, and this is exactly what we are doing today, and factoring it into the future networks.

Second, dependency on traditional supply chain partners. The speed of innovation and disruption in the space supply chain is very tough, and it is accelerating. The traditional supply chain must change; it must reinvent itself leveraging enormous past experience. It must become more flexible, more agile and focus more on evolving technologies faster. New Space will be a key element for reinventing and developing technology that is reusable, delivered quickly and on time, and at a fraction of the cost.

Fragmentation of the world driven by geopolitical changes is another risk, and a challenge that needs to be tackled. Space by its nature is global, it requires an ecosystem that enables innovation, collaboration and coordination. We need to learn from each other and leapfrog each other's developments - that is what continues to drive innovation.

The threat of stifling regulations. We need better regulatory frameworks, that favour the space economy, globally. Governments around the world must coordinate and collaborate on space laws and regulations. A fragmented space regulatory framework will make it very difficult for global operators like us to compete and drive efficiencies.

Another challenge would be not having access to competitive capital to support our investments. For example, we have seen many of the most talented Europeans migrate due to a lack of capital.



SES' vision is to become an advanced space solutions company. This requires us to evolve and transform. We already have a multi-orbit network and need to continually evolve it. Today we are developing our next-generation MEO capabilities, to scale the network design into a network of networks that can enable space situational awareness, space-based compute for data processing, and more. We are transforming our supply chain to enable us to execute faster and lower the cost of our infrastructure.

We are actively working with the New Space companies to help us get there, as well as fostering a multi-national supply chain, combining the best of Europe, the U.S., and other locations around the world.

It is important to us to support the development of a next generation space solutions industrial eco-system centered in Luxembourg. We are enthusiastic about building on the Space Campus concept. It resonates with our ideas of verticalizing upstream, while focusing on key growth areas and customers, such as government. Having relevant, and our own capabilities in Luxembourg, will help us better control the future of our business.

Luxembourg, with SES and other key industry players, has secured a leading position in space innovation. In your view, how might Luxembourg's influence in the global space sector develop further? What unique strengths does the country possess, and what specific measures should be implemented to reinforce its leadership in this field?

Luxembourg has done a tremendous job leading in space, particularly within the EU. We need to continue investing in initiatives like the Space Campus, building an industrial base in Luxembourg, and fostering public-private ventures. At the same time, we should be open to skills development and consider importing the right expertise. Luxembourg is well poised to serve as an anchor within the broader innovation network, leveraging global talent and technology. There's a supply chain we need to industrialize, and Luxembourg as SES' headquarters will benefit from this.

Luxembourg can play a key role in helping create a favorable regulatory environment that truly works for global providers, attracts capital and drives innovation. The Grand Duchy is well placed to champion this on the global stage.

Finally, public-private partnerships and other models that help de-risk private sector investment initiatives, will be playing an increasingly game-changing role, and should continue.

Georges Rassel: Erase and Rewind

*Mr President of the Chamber of Deputies,
 Mr Prime Minister,
 Members of the Government,
 Members of Parliament,
 Members of the European Parliament,
 Madam Mayor of the City of Luxembourg,
 Excellencies,
 Esteemed members of FEDIL,
 Dear guests,*

Welcome to FEDIL's New Year Reception. I am glad to see so many guests tonight at our traditional event. I hope you will have a very pleasant evening here with us.

A special welcome to Prime Minister Luc Frieden, who has once again taken the time to be here this year. We look forward to his address to the business community present and hope for insights into national, European, and international issues that concern us, as well as an outlook on the challenges the government intends to tackle.

Another special welcome to Adel Al-Saleh, CEO of SES - the former Luxembourg start-up that has become a global satellite powerhouse after the acquisition of Intelsat last year. Furthermore, SES has also announced investments in manufacturing here in Luxembourg, a decision well noticed here at FEDIL. We are eagerly awaiting Adel's keynote speech on "Space as a Driver for Continued Growth."

Ladies and gentlemen,

As every year, this occasion serves as an excellent opportunity to celebrate our achievements, reflect on areas where we can improve, and consider the challenges and opportunities ahead.

Over the past year, we have navigated an evolving international framework, particularly regarding trade policy and political initiatives that impact our supply chains. At FEDIL, we have strengthened our team around international relations and trade policy, enhancing our ability to represent and inform our members. One highlight in this area was our successful FEDIL Industry Day in September, which brought these issues to the forefront.

The drive towards technological transformation, propelled by digitization and notably artificial intelligence, opens the door to huge opportunities, but it also raises new questions in areas such as HR or cybersecurity. Our members have expressed a clear need for greater knowledge and access to shared references and experiences. In response, FEDIL has provided valued platforms such as the Digital and Innovation meet-ups and the FEDIL AI Forum that are widely used by our members. As regards the legislative tech agenda, we have worked on numerous legislative initiatives designed to guide digital transformation. Presently, we are focusing on omnibus proposals intended to address and correct instances where rules and reporting obligations have been excessive.

This brings me to one of our flagship files in 2025: the EU Commission's omnibus 1 package, aimed at simplifying and aligning recent EU-legislation in the area of sustainability, such as the Corporate Sustainability Reporting Directive or the Corporate Sustainability Due Diligence Directive. FEDIL has devoted significant effort to supporting a harmonized set of European rules. First feedback from major international trading partners highlighted that Europe can no longer impose all its regulations on them. Accordingly, we underlined that our companies should neither be exposed to unmanageable risks nor to unjustifiable legal uncertainties. We are pleased to note that substantial improvements have been made to the initial legislative texts. A hard-fought but necessary accomplishment.

On the energy front, while market developments have led to slight relaxation, the cost gap with our global competitors remains substantial. Nevertheless, we have made notable progress at the national level, strengthening our dialogue and cooperation with the relevant ministry. At the close of last year, a unanimous parliamentary vote approved financial intervention in the electricity grid. This illustrates the political will to use national leeway to ease the burden on energy consumers. Our members but surely also all private consumers appreciate this step. We have also advanced discussions towards a fairer approach to Emissions Trading System costs, although further work remains. We are all aware that achieving the country's industrial, digital, and climate ambitions largely depends on the availability of sufficient quantities of affordable, low-carbon electricity. And it's no secret either that the question of energy cost competitiveness remains critical for our companies exposed to international competition. FEDIL is keen to go on working with relevant parties to further reduce the energy bills of our businesses in the context of energy transition.

We are encouraged by recent successes in attracting additional industrial investments. Although this remains challenging, we firmly believe that robust framework conditions and rapid, pragmatic responses are key to continued progress.

Defense has emerged as a new driver. We are glad to see that the government is supportive of new promising initiatives in that area. More generally, industrial innovation - particularly achieving shorter times to market and offering quick, plug-and-play solutions - is being constructively addressed within the Haut Comité pour l'Industrie.

Dear guests, these are some major achievements I wanted to highlight, and that have contributed to our progress in 2025. Let me move over to an ongoing issue of the utmost importance to many companies:

Last year, we discussed the problem of overregulation with our keynote speaker Mrs. Roberta Metsola and we made a call for a "regulatory holiday." Simplification is not an answer to everything. Bad legislation remains bad legislation and simplifying it does not resolve its fundamental flaws. Hence, poor laws should be abandoned altogether.

Here we must enter an "erase and rewind" scenario. "Erase and rewind", not only a well-known song by the Cardigans but also a good recipe for politicians who want to lead Europe out of some regulatory dead ends. Some policymakers may feel that they recently managed to reverse the trend of overregulation and rising costs, compared to a baseline situation that was frankly untenable. And it's true, some regulations have been made more digest. However, businesses will only be concretely confronted with these texts in the coming months and years. As a matter of fact, new directives or regulations - including CSDDD, CSRD, deforestation, pay transparency, to quote only a few - are still to enter into force. Accordingly, and despite corrections regarding overregulation, 2026 and 2027 will still bring exceptional burdens to our companies. Therefore, we must guard against complacency. Indeed, we haven't gotten any further than the first few rows of trees in thinning the forest.

A next row is about to be addressed by the digital omnibus which is aiming at simplifying the digital regulatory landscape. Europe is at risk of missing the digital train of the 21st century. "Stop the clock" initiatives and a little cosmetic correction will not do the trick.

Ladies and gentlemen,

The time where Europe must simply think digital is over. Europe must build digital. It must do so massively and quickly, while continuing to cooperate with its partners abroad. But first and foremost, Europe must stop over-regulating digital and hampering innovation in that area. The legislative process surrounding the digital omnibus is a big opportunity, but - if handled badly - it could turn out to be counterproductive in the end. Are we going to break the clock or are we going to fix the thing? That is the question for 2026, it seems to me.

Mrs von der Leyen's vision for Europe to have a leading role in tech industry is much welcome. The ability to produce successful showcases, to outperform competitors and to assure a lasting technological, economic and social footprint, that's what makes up a leading role. When it comes to the tech industry, leading policy makers should be ambitiously active indeed, rather than offended reactive.

FEDIL will continue to advocate in favor of an internationally minded digital landscape where real-world simplification and delivery are key. Not just words. And delivery is not limited to the regulatory part, but also to the infrastructural part. The EU must deliver. The Governments must deliver. And the private sector must deliver as well. We are confident the Luxembourg Government shares our views, and a number of initiatives taken in the last years show that it does indeed. Luxprovide and Meluxina are just two examples here, and we are looking forward to the continuation of our positive cooperation in 2026. Again, FEDIL likes concrete delivery, not so much high-level talk - except once a year, and that is today.

Prime Minister, dear guests,

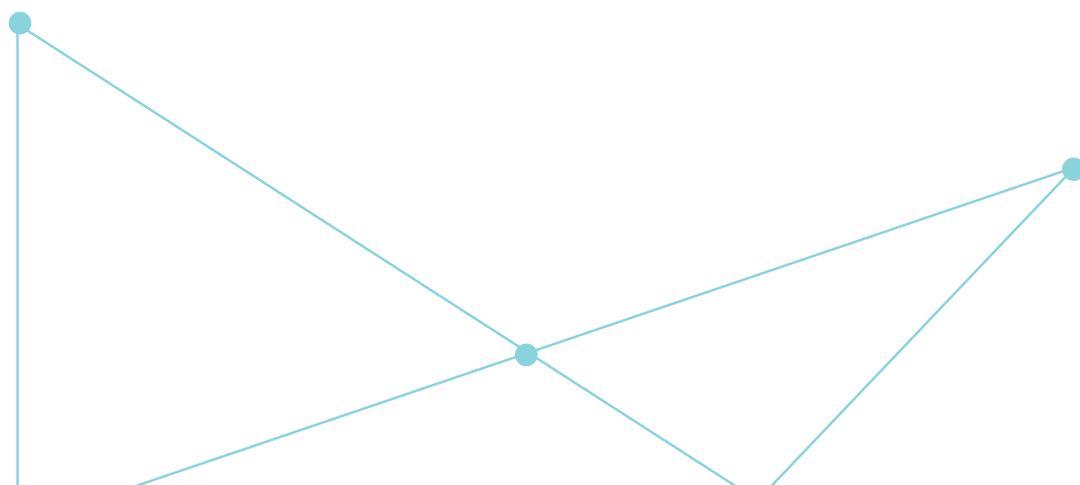
Europe faces significant challenges. We must ask whether its decision-making processes are still fit for purpose in confronting them. Issues such as the never-ending Mercosur-story, the slow and insufficient implementation of Draghi and Letta's widely accepted recommendations, disparities in the defense sector, and delayed responses to clear commercial or even security threats; these are all causes for concern. We need a commitment to not just recognize the challenges but actively work towards addressing them.

It is encouraging that Luxembourg is among the countries advocating for competitiveness and more ambition in completing the internal market and in simplification. Dear Luc, FEDIL wants to thank the government for its constructive and positive role in that endeavour.

Ladies and gentlemen,

There is considerable diversity in how the different EU Member States experience and address economic challenges and the costs associated with their social welfare systems. It is evident that some governments are struggling to cope, have become increasingly fragile and, as a result of deteriorating economic performances, are witnessing a rise in support for extreme parties. In addition, the global context is becoming more and more challenging. Sadly, if we extrapolate all those internal and geopolitical tendencies from recent years, it appears that the European Union's most difficult test for achieving sustainable peace and welfare for all citizens on our continent, still lies ahead.

From a business point of view, competitiveness and investment must become top priorities again.



The largely acclaimed Draghi report leaves no doubt about that. But then it is rather alarming to read how, even now at highest political levels, some people are still convinced that what they believe are European « vertues » such as heavy regulation, strict climate targets or tight anti-merger rules would promote Europe's competitiveness. « No, no, no » once said a former British Prime Minister in another context, but expressing the same disagreement, which I would also like to make clear here.

Don't understand me wrong: I am not saying that the underlying political goals and some related rules are unnecessary, but they are far from improving our chances for economic success. Let me explain this using the example of climate neutrality in industry.

Here, the low hanging fruits have been reaped. Investments that are supposed to be made now expose energy-intensive European companies to higher operating costs. The carbon border adjustment mechanism has not been introduced because European industry has become more competitive! This tool, or other protective measures are welcomed by exposed industries, but let's be clear: They increase prices on the European market for other industries and eventually for end consumers and, as they stand, they do not even tackle our weakened position on export markets. The fact is that Europe's industrial investment climate and its industrial ambitions have been so weak in recent years that the potential opportunities of energy transition have barely been seized here. We all know who supplies our batteries, our solar panels and an increasing part of our wind turbines. We know who sits on the basic raw materials that feed the transition. **Let's take greater control of our industrial future in this sector.** Huge amounts of public money are and will have to be mobilized in the coming years for Europe's pioneering role in an area where we urgently need global action. It's the price to pay if we want to avoid reaching our lower emission targets mainly through deindustrialization on our continent, with all the negative impact on our employment and social welfare system.

Prime Minister,

Your government is preparing to produce a social climate plan to address the potential effects of the CO₂ costs introduced by ETS2. Fine, but I am sure you know that, at the end of the day, the social cost of an insufficiently reformed ETS1 or a failed energy transition at the European level is many times greater than what ETS2 could ever cause. We urge you to support rapid and sufficient reforms of existing European climate policy instruments affecting industry if we want to avoid climate social plans of another kind.

Ladies and gentlemen,

I cannot touch upon the broader political context without mentioning tenser international relations, open conflicts in which rules and conventions mean little and the power of the stronger increasingly prevails. This regrettable new approach is also affecting international trade relations. When these relations are weaponized in a global power game, Europe finds itself in an uncomfortable position as it comprises some important Member States that rely on exports and want to remain open, while others plead in favor of more protectionist measures. The recent trade deal that has been struck with the US, is far from being perfect and certainly needs additional adjustments on products such as steel and aluminium, but business in general prefers it to a vacuum situation, where unpredictable decisions can deteriorate the tariff framework at any time.

Openness is one of FEDIL's values and it is also part of our nation branding. These days we are invited to position ourselves on questions such as European preference and industrial or digital sovereignty. Ideally, both would be the outcome of a convincing and affordable, thus competitive European offer, rather than imposed choices. But there might be cases where Europe has an interest in prioritizing local content anyhow. FEDIL will take position on these issues by weighing new security and sovereignty needs and opportunities with possible economic constraints and with the strong desire to continue cooperation with our foreign partners some of which proudly call Luxembourg their home or base for Europe.



In the long run, our common approach should focus on building up strengths rather than covering up weaknesses. Corrective measures and the building up of a stronger Europe presuppose that its decision-takers acknowledge existing problems and undesirable developments at EU level and in the different Member States as far as these problems and developments affect the Union's chances of success.

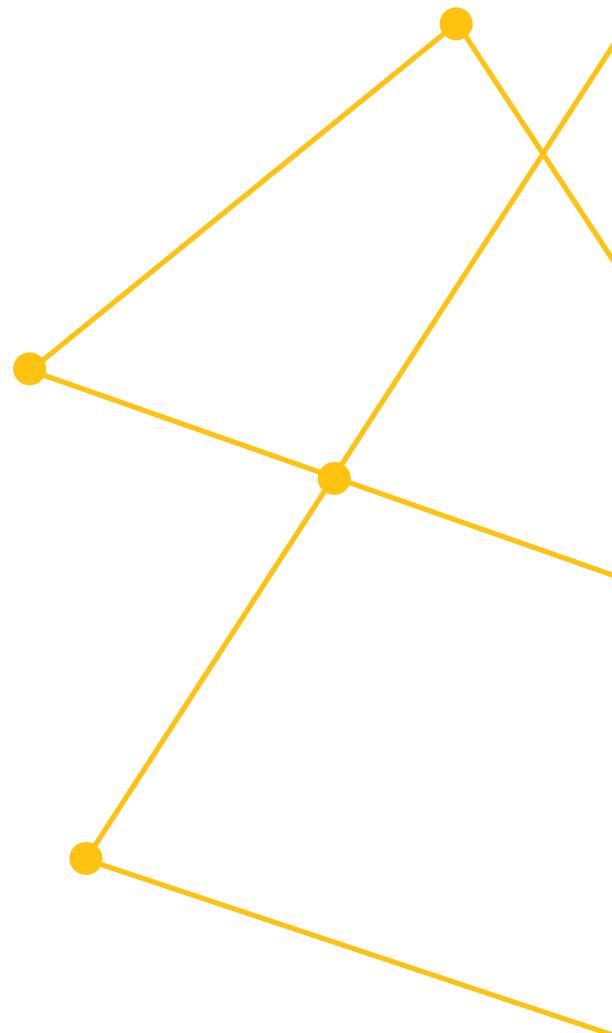
Leadership, unity and speed is what must be built up rapidly if we want to face the upcoming decades under the blue flag with yellow stars, each star representing a Member State supportive of the European project and its competitiveness agenda. This means that performing national reforms will be necessary to keep it on board. To keep it on board of a journey through turbulent times. A promising journey if we roll up our sleeves and stick together.

Prime Minister, ladies and gentlemen,

Turning to Luxembourg, I am sure you all agree with me that the financial aspects of the social security system as well as social dialogue remain crucial topics.

Parliamentary debates and worries, increasingly stronger, expressed by young people indicate that the outcome of the social roundtables on pensions falls short of expectations. Prime Minister, you have managed to introduce the principle of working longer, although cautiously. In Germany, discussions are centered around the unaffordability of retirement at the average age of 64,5 and we would be fortunate to move closer to 61 or 62 over the next five years, provided newly introduced incentives will prove to be effective.

We all recognize that the measures now adopted in December have only gained very limited time before another deficit emerges. We hope that all political parties will clarify their positions ahead of the next election, enabling a well-founded decision by a new majority. Consultation with interested parties is welcome, but the ultimate decision must be made and upheld by the next ruling coalition, considering financial means, social equity and economic attractiveness. We trust that politicians have learnt the lessons. A repeat of the "summer 2025" approach would likely prove unconstructive, inconclusive, politically damaging, and harmful to social dialogue in the country.



I believe we can agree, far beyond the corporate world, that the recent statements of trade union leaders have been somewhat exaggerated. The class conflict presented by unions does not reflect our social reality. For our companies, the workforce is a vital asset. How can anyone believe that the employers in this room treat their employees in the manner union leaders have recently suggested in their pamphlets or in their speeches? It has certainly been contrary to the image we all wish to project, including in the interests of working people.

All sides must return to a respectful and constructive social dialogue if we are to revive the virtues of the Luxembourg social model. This requires facing reality and identifying intelligent, sustainable long-term solutions to uncomfortable problems, ideally implementing them jointly. In doing so, we will relieve political decision-makers of a significant burden, and we will all contribute to the stability and performance that have defined our country over the last decades and that distinguish us from neighboring countries. Because stability will be essential if Luxembourg is to make the most of its opportunities.

If we want to maintain even a remotely similar level of today's social benefits in this country, then we must build upon our assets and values to reach sufficient growth as quickly as possible. Today's macroeconomic figures and forecasts show that additional stimulus is required. In this respect, the weakening, or should I say toxic situation in the housing sector must continue to be addressed as a priority. The future economic potential of the country and its social cohesion are at stake.

An economic upturn, the return to a constructive dialogue regarding the national challenges ahead and corrective action on the key European issues mentioned earlier will restore the confidence of our entrepreneurs.

In that spirit, I wish everyone present a good, successful and above all a healthy New Year 2026.

Thank you.

GEORGES RASSEL
Chairman FEDIL







Photos :

ANN SOPHIE LINDSTRÖM

Plus de photos sur notre site internet :



Actualités de la FEDIL

CERCLE DES CHEFS DU PERSONNEL

10 décembre 2025

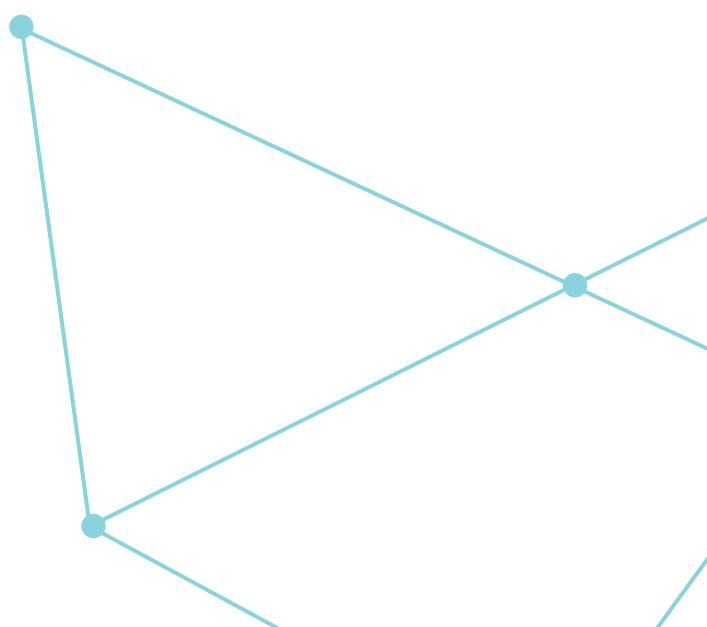
La seconde session du « Cercle des chefs du personnel » organisée par la FEDIL en 2025 s'est tenue le 10 décembre à la Chambre de Commerce. Au cours de cette rencontre ayant réuni un peu plus de 80 participants, les sujets majeurs pour l'année à venir ont été traités.

Ainsi, ont été abordés, d'une part, les paramètres sociaux applicables en 2026 avec une présentation des taux de cotisation et un point sur l'indexation des salaires à venir et, d'autre part, le contexte économique et social avec un accent sur les réformes en cours, à savoir l'organisation du temps de travail, la transposition de directives européennes et l'adaptation des dispositifs de chômage partiel.

Des représentants externes ont également participé à cette session riche en contenu, à savoir, d'une part, l'ADEM qui a présenté son programme de gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences (Skillsplang) ainsi que les mesures spécifiques pour le recrutement de demandeurs d'emploi seniors et, d'autre part, le CCSS qui a présenté son nouveau portail. Enfin, la CNS a par la même occasion abordé l'introduction du certificat d'incapacité de travail numérique (eCIT). Ces démarches s'introduisent dans un contexte de digitalisation des démarches administratives et de facilitation de la gestion RH.

La session s'est clôturée par un moment de convivialité autour d'un verre de l'amitié.

La FEDIL remercie tous les intervenants externes et les participants pour leur engagement et les échanges constructifs.



boldboldbold
boldboldbold
boldboldbold
boldboldbold
boldboldbold
BOLD INNOVATION

boldboldbold
boldboldbold

NWPLux: a new model for predicting extreme weather in Luxembourg

We've all noticed it in recent years: extreme weather is becoming more frequent and severe. Heavy rains and floods are striking communities across Europe, causing serious damage. Luxembourg is no exception and faces growing risks from severe storms and floods.

To address this, Prof. Rebecca Teferle and her team at the University of Luxembourg launched the NWPLux Project in collaboration with RSS-Hydro. Their goal is to develop a weather prediction system tailored specifically to Luxembourg, a tool designed to help authorities and communities prepare for extreme weather events before they happen.



Luxembourg already lies on European and international weather data, but the NWPLux project takes forecasting a step further. It delivers a Numerical Weather Prediction (NWP) model, the first high-resolution weather prediction tool built specifically for Luxembourg and the surrounding region. The system not only provides conventional forecasts every six hours but will also use nowcasting – a method of very short-term weather prediction (every 30 minutes/1 hour) that helps authorities respond quickly to heavy rainfall and supports real-time flood warnings. This combination of conventional forecasting and nowcasting creates a tool that can be directly applied to the real world.

Over the past three years, NWPLux has made significant progress. The team has implemented the NWP system using the Weather Research and Forecasting (WRF) model, an open-source scientific framework. The system runs on Luxembourg's high-performance computing infrastructure, covering the country and the surrounding Greater Region at a fine resolution of 1.3 km, while extending across Europe with a resolution lowering to 12 km. This allows temperature and rainfall predictions to be generated for every 1.3 km square in Luxembourg.

By setting up data assimilation (WRFDA) with regional observations, the team has been able to improve the accuracy of forecasts. The model has been carefully tested against multiple datasets, including satellite imagery and radar data and local measurements, for major flood events in 2016, 2018 and 2021, showing clear improvements in predicting both rainfall and temperature. In the case study of the 2021 flood event, a one-month simulation reveals that using local data, compared to not using it, significantly improves precipitation detection. The team achieved a Probability of Detection (POD) improvement of +8.3% and a substantial reduction in False Alarm Ratio (FAR) by -13.7%.

To better understand the consequences of heavy rainfall, the system has been linked to the LISFLOOD-FP Hydrodynamic model, a scientific flood simulation software, which has been tuned for Luxembourg and takes the NWP rainfall forecasts and simulates how water flows across rivers, valleys, and towns. This integration produces detailed maps of flood extent and depth, giving authorities and stakeholders a clear view of both the rain and its potential impact.

The NWPLux project also demonstrates the value of collaboration between academia and industry. As Prof. Rebecca Teferle explains, *"The University of Luxembourg leads the scientific development and validation of the WRF model and its data assimilation component, while RSS-Hydro brings expertise in flood modeling and operational forecasting of water levels. It's a strong example of how academic research and industry know-how can come together to deliver real impact in the real world."*

Looking ahead, the plan is to turn NWPLux into an operational tool that RSS-Hydro can use as part of its commercial services. This would make real-time, high-resolution flood forecasts available not just in Luxembourg but potentially across the region. RSS-Hydro will manage weather data licenses and continue to develop the system, while follow-up funding, for example through the FNR BRIDGES programme, could support its transition from research project to operational service.

A professional portrait of a man in a dark grey suit, white shirt, and light grey tie. He is seated on a light-colored, textured sofa with his legs crossed and hands clasped. He is looking directly at the camera with a slight smile.

**Carte
blanche**

Transformer les données en avantage compétitif

Dans un environnement où l'incertitude géopolitique et la volatilité économique sont devenues la norme, les décideurs publics et privés ont besoin d'informations fiables. La mission de la statistique publique est précisément de fournir des informations objectives pour éclairer la prise de décision. Le STATEC évalue ainsi l'impact de mesures, de plus en plus souvent avant qu'elles ne soient décidées. Ces analyses ont notamment permis de calibrer les crédits d'impôt pour restaurer le pouvoir d'achat des ménages vulnérables, les boucliers énergétiques qui ont permis de contenir l'inflation et la taxe CO₂ pour atteindre les objectifs climatiques.

Ces exemples illustrent la fonction structurante des données : lorsqu'elles sont disponibles, elles objectivent les défis et encadrent les arbitrages. Pour répondre aux exigences croissantes de rapidité et de granularité, la statistique publique doit moderniser ses chaînes de production. Le contexte y est favorable : jamais les données - publiques et privées - n'ont été aussi abondantes, jamais les outils numériques et l'intelligence artificielle aussi puissants, et le principe européen du « once only » est en cours d'être inscrit dans notre législation.

La donnée n'est plus un sous-produit administratif : elle est un actif stratégique. La statistique ne se limite pas à un exercice technique, elle doit être un levier d'action qui conditionne la qualité de nos décisions.

Cela implique de repenser l'architecture même de la production statistique.

COMBINER ENQUÊTES, REGISTRES ET MODÈLES

La réutilisation des données administratives améliore la représentativité - lorsque les sources sont exhaustives - et la rapidité - lorsque les registres sont alimentés en continu. Elle permet aussi d'alléger la charge des entreprises et des ménages. Plusieurs pays européens fondent déjà largement leur production statistique sur ces registres.

L'enjeu n'est pas de remplacer les enquêtes, mais de les articuler avec les registres et les modèles. Les enquêtes apportent la profondeur analytique, les données administratives l'exhaustivité et la fréquence, les modèles la capacité à simuler des scénarios. Cette intégration renforce la pertinence des indicateurs : ils deviennent plus fins et plus proches du temps réel, sans compromis sur la rigueur.

Une telle évolution suppose un effort collectif : harmonisation des concepts, qualité des données et alignement des délais administratifs sur les exigences statistiques internationales. Des flux tardifs ou non comparables avec d'autres pays réduisent considérablement leur valeur et le potentiel des données administratives reste alors inexploité. Moderniser la statistique implique donc de moderniser les processus administratifs.

UNE RESPONSABILITÉ PARTAGÉE

Le système statistique luxembourgeois ne se limite pas au STATEC. Chaque ministère et administration contribue potentiellement à la production statistique nationale et européenne. Intégrer la dimension statistique - standardisation, traçabilité, interopérabilité et respect des délais - dès la conception des procédures relève d'une responsabilité collective.

Le « once only », qui vise en premier lieu à garantir que les citoyens et entreprises ne doivent fournir qu'une seule fois certaines informations aux autorités, ne signifie pas seulement simplification pour les déclarants. Il suppose qu'une donnée collectée puisse être réutilisée à plusieurs fins, y compris statistiques. Lorsque définitions, formats et calendriers sont coordonnés en amont, l'ensemble du système gagne en efficacité et l'accumulation de bases de données disparates se transforme en véritable infrastructure d'information nationale.

TOUT LE MONDE Y GAGNE : UN QUADRUPLE DIVIDENDE

On parle souvent, en économie, de « double dividende ». La modernisation coordonnée des processus administratifs et statistiques peut en produire quatre !

Les administrés - entreprises et ménages - voient leur charge déclarative diminuer. Les administrations gagnent en efficacité. Les décideurs disposent d'informations plus solides. Et l'économie renforce sa capacité d'adaptation.

Premier dividende : un fardeau allégé

Moins de redondances. Moins de déclarations répétitives. Plus de temps pour produire et innover.

Deuxième dividende : qualité et efficacité accrues

Des processus automatisés, des méthodes standardisés et des délais alignés réduisent les retraitements. La production statistique gagne en rapidité, granularité et robustesse.

Troisième dividende : une véritable intelligence économique

Relier les données fiscales, sociales et économiques permet d'analyser finement l'évolution des coûts, des revenus et de la productivité. Croiser les données énergétiques, environnementales et sectorielles permet d'anticiper l'impact des grandes transitions - énergétique, climatique, numérique ou démographique - sur l'emploi, les chaînes de valeur, les besoins d'investissements et la compétitivité.

Ce croisement des sources ne produit pas simplement plus d'informations : il permet une lecture cohérente des dynamiques économiques. Les scénarios deviennent plus réalistes et les décisions mieux calibrées face aux défis structurels.

Quatrième dividende : une capacité d'adaptation renforcée

L'enjeu n'est pas seulement d'évaluer quelques mesures emblématiques, mais d'ancrer l'évaluation dans le fonctionnement ordinaire de l'action publique. Lorsque les données sont disponibles rapidement et intégrées de manière cohérente, l'analyse *ex ante* et *ex post* peut devenir la norme plutôt que l'exception.

Des évaluations plus systématiques permettent d'ajuster les dispositifs en continu, d'en mesurer les effets réels et d'en corriger les biais. Les mesures peuvent être ciblées et calibrées avec davantage de précision, limitées dans le temps lorsque nécessaire et adaptées aux réalités sectorielles.

Dans une petite économie ouverte, les chocs externes resteront inévitables. Mais une culture de l'évaluation permanente améliore la qualité de la réponse nationale. Elle ne rend pas l'économie parfaitement prévisible - ce serait illusoire - mais elle la rend plus agile, plus cohérente et plus résiliente face aux chocs.

COORDINATION AUJOURD'HUI, CAPACITÉ DEMAIN

Moderniser la statistique publique n'est pas un projet technologique. C'est un choix collectif d'organisation. Il s'agit d'aligner les délais administratifs, de standardiser les définitions et d'intégrer dès l'origine la dimension statistique dans les procédures publiques. Sans cette coordination, le potentiel des données reste fragmenté. Avec elle, il devient stratégique.

Si l'ensemble des acteurs jouent ce rôle, le Luxembourg se dote d'un véritable avantage compétitif : une infrastructure d'information capable de transformer des données en intelligence économique, et cette intelligence en capacité d'adaptation.

Article :
TOM HAAS
Directeur, STATEC

Faire du labyrinthe numérique un atout stratégique pour l'Europe

Alors que le Luxembourg et l'Europe traversent une transformation numérique majeure, le moment est venu de repenser en profondeur la manière dont nous concevons et appliquons la régulation du digital. Lors de la Réception du Nouvel An 2026, le Premier ministre Luc Frieden a rappelé avec force que cette année devait être celle de la compétitivité, en appelant à réduire la surréglementation, à accélérer la digitalisation et à créer les conditions d'un environnement réellement propice à l'innovation. Ce message résonne de manière particulièrement forte au regard du cadre réglementaire européen actuel, où les entreprises font face à une succession inédite de lois numériques qui, malgré leurs mérites individuels, ont créé un ensemble fragmenté, complexe et parfois difficilement praticable.

Depuis cinq ans, l'Union européenne a développé un véritable arsenal réglementaire pour encadrer l'économie numérique : AI Act, Data Act, DSA, DMA, NIS2, Cyber Resilience Act, pour n'en citer que quelques-uns. Chacun répond à un enjeu légitime, i.e. transparence, sécurité, souveraineté, confiance, mais leur accumulation a produit un patchwork dense d'obligations, de définitions et de procédures qui se superposent sans s'articuler. Les ressources à mobiliser pour comprendre les interactions entre ces textes et s'y conformer sont devenues trop contraignantes. Cette réalité n'est plus une simple impression : elle est devenue un frein, parfois même un risque, pour la capacité d'innovation de l'économie européenne.

Consciente de cela, la Commission européenne a présenté le Digital Omnibus, un exercice majeur de rationalisation et d'harmonisation du droit numérique. Non pas une nouvelle vague de règles, mais l'occasion, enfin, de mettre de l'ordre, de simplifier, de clarifier et de rendre plus cohérentes des obligations devenues trop fragmentées. Si la FEDIL salue l'ambition de la Commission, elle accueille cette initiative comme une opportunité décisive de transformer un cadre perçu comme lourd en un véritable levier de compétitivité. Nous y voyons la possibilité de réduire les chevauchements, de corriger les incohérences, de rétablir une terminologie commune, d'alléger les charges administratives inutiles et de renforcer la sécurité juridique dont les entreprises ont tant besoin.

Dans le domaine de l'intelligence artificielle, où les enjeux d'innovation et de compétitivité sont particulièrement élevés, le Digital Omnibus jouera un rôle vital. Les ajustements prévus à l'IA Act doivent permettre de clarifier les obligations, de stabiliser les calendriers d'applicabilité, d'assurer une interprétation plus homogène des règles et de maintenir un équilibre entre protection et innovation. Les entreprises qui adoptent rapidement ces technologies ont besoin d'un cadre qui soutient leur développement plutôt que de l'alourdir. C'est précisément ce que la FEDIL défend : un modèle de gouvernance proportionné, lisible et fondé sur les risques, capable d'encourager l'émergence d'une IA européenne innovante, fiable et compétitive.

Les attentes des entreprises sont fortes : une régulation qui fonctionne en pratique, davantage de clarté, une simplification réelle des obligations, des définitions harmonisées, des exigences proportionnées et un accompagnement plus prévisible. Elles souhaitent pouvoir consacrer leur énergie à l'innovation, à l'investissement et à la croissance, plutôt qu'à naviguer dans des labyrinthes administratifs. Ce message rejoint celui exprimé lors de la Réception du Nouvel An : pour réussir les transitions numérique et industrielle, l'Europe doit réapprendre à « mieux réguler ». Cela signifie maintenir des standards élevés tout en veillant à ce que ces standards soient applicables dans la pratique, sans freiner l'initiative des acteurs économiques.

Le Digital Omnibus doit devenir le symbole de cette nouvelle approche. Un exercice où la simplification devient un facteur de compétitivité, où la cohérence renforce la confiance, où la proportionnalité permet à toutes les entreprises, grandes ou petites, de participer à l'innovation. Il ne s'agit pas de déréguler ni d'abaisser les exigences européennes, mais de faire en sorte que les règles fonctionnent mieux, qu'elles soient compréhensibles, prévisibles et pragmatiques. Ce qui est en jeu dépasse la simple rationalisation administrative : c'est la capacité de l'Europe à rester un espace où l'innovation est possible, où l'on peut entreprendre, investir et transformer notre économie grâce au numérique et à l'IA.



ONLINE SURVEY

Share Your Perspectives on AI and GenAI

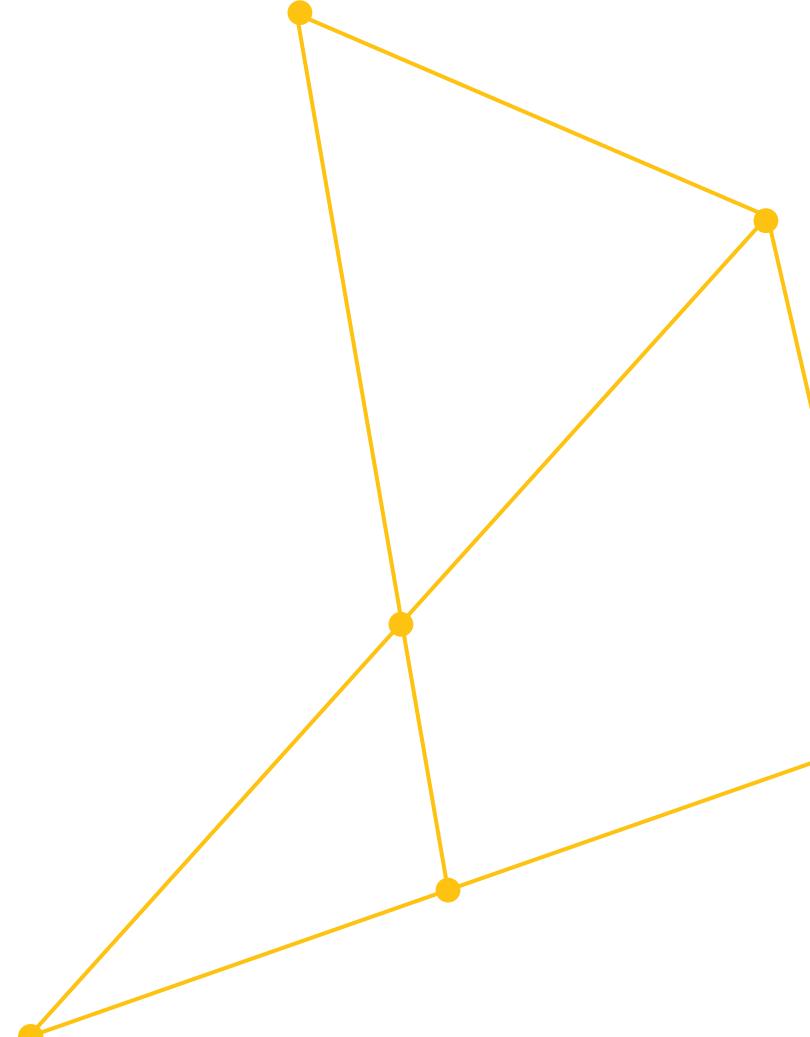
Your input is essential to:

- *Track how AI and GenAI adoption is evolving across companies*
- *Measure progress since 2025*
- *Uncover persistent and emerging challenges*
- *Identify the skills, training, and funding needed to drive innovation and competitiveness*



We invite you to take part in our survey and help us explore the level of adoption and impact of AI and GenAI within the Luxembourg industry.

SUBMIT YOUR RESPONSES UNTIL 13 MARCH 2026



Dans ce contexte, la FEDIL porte une conviction forte : simplifier n'est pas renoncer à réguler, c'est permettre à la régulation d'être réellement efficace. Nous appelons la Commission à faire du Digital Omnibus un véritable tournant, une démonstration que l'Europe peut être non seulement pionnière en matière de régulation, mais aussi pionnière en matière d'intelligence réglementaire. Nous comptons également sur les co-législateurs pour traduire cette ambition en un texte qui redonne confiance aux entreprises et qui place la compétitivité au cœur de la transition numérique.

Notre message est clair : il est temps de faire de la régulation numérique un levier, et non un obstacle. Si l'Europe ambitionne de rester une terre d'innovation responsable, faisons le choix de la clarté. C'est ainsi que nous préserverons ce qui fait la force de notre économie : sa capacité à anticiper, à s'adapter et à innover. Le Digital Omnibus est l'occasion, peut-être unique, de prouver que l'Europe sait corriger le cap, simplifier intelligemment et soutenir pleinement l'innovation. À nous de ne pas manquer ce rendez-vous.

CÉLINE TARRAUBE
*Conseillère digitalisation & innovation
à la FEDIL*
celine.tarraube@fedil.lu



Simplify to compete: one year after the Omnibus, do we feel stronger?

One year into the Commission's Omnibus initiatives on regulatory simplification, it is worth taking a first look at where we stand. Not to list measures or processes, but to ask a more practical question: after a year of promised simplification, is Europe becoming a place where it is easier to invest, operate and grow?

If you run a business in Europe today, this question is far from abstract. Geopolitical tensions are rising, security concerns have returned, and economic power is increasingly used as leverage. At the same time, global competition is intensifying, while structural challenges, from persistently high industrial energy prices to unresolved issues around decarbonisation and carbon leakage, continue to weigh on investment decisions.

In this context, competitiveness is not some jargon à la mode. Europe does not lack good ideas, strategies or reports. What it often struggles with is ambitious execution. And in our current, tougher world, that gap matters more than ever. This is a useful lens through which to assess Europe's competitiveness agenda, and what the first year of the Omnibus approach has actually delivered.

FROM A SHIFT IN TONE TO RESULTS ON THE GROUND

There has clearly been a change. Competitiveness is back on the political agenda, and simplification is no longer treated as a side issue. The Omnibus approach reflects this shift and deserves recognition.

For years, adding rules was often seen as proof of ambition. Today, there is broader awareness that excessive complexity weighs on investment and slows growth. The key question, one year on, is whether this change in mindset is translating into tangible improvements for companies.

From a policy perspective, progress is visible. Burden-reduction targets have been set, some rules are being revisited, and engagement with businesses has intensified through implementation dialogues, reality checks and stress-testing exercises. Many companies and trade associations welcome this more open exchange, even if experience shows that the quality and timing of consultations can still improve.

On the ground, however, the picture remains mixed. Many obligations adopted in recent years are only now entering into force, while new initiatives continue to emerge. For companies, this can feel like running on a treadmill: significant effort, but limited relief. The real test of simplification is therefore no longer its existence on paper, but whether it changes decisions on investment, production or location.

This tension is particularly visible in areas central to Europe's industrial future. Energy costs remain structurally high, and conditions for companies to invest in decarbonisation are still fragile. Progress towards more integrated energy markets and a genuine Energy Union remains incomplete, limiting efficiency and affordability across the Single Market.

In parallel, complexity persists in social and labour-related rules, where procedures remain heavy and digital solutions slow to materialise. New initiatives are emerging, while concrete prospects for simplifying the existing framework remain limited. Together, these factors continue to weigh on investment decisions.

The challenge, therefore, is not only the stock of existing regulation, but also the constant flow of new rules. Even well-intended simplification can be offset if additional layers continue to accumulate without a clear view of their cumulative impact. As FEDIL Chairman Georges Rassel has warned, Europe has only begun thinning the regulatory forest; much of the work still lies ahead.

This matters all the more as Europe faces major investment needs in innovation, infrastructure and resilience, as highlighted in the Draghi and Letta reports. Reducing unnecessary regulatory burden is not about lowering standards. It is about creating conditions that allow investment, growth and economic strength to materialise in practice.

THE SINGLE MARKET: WHERE SIMPLIFICATION MUST DELIVER

For Luxembourg, this debate is anything but theoretical. As a small and open economy, our companies operate in the Single Market every day. When rules are aligned and predictable, business flows. When they are not, frictions appear quickly.

This is why the Single Market is the real test of Europe's simplification agenda. On paper, the principle is clear: one European rule instead of twenty-seven national ones. In practice, fragmentation remains widespread. Divergent implementation, optional regimes and additional national requirements continue to complicate cross-border activity, often in areas essential for scaling up.

For many companies, particularly in services, these barriers act like invisible tariffs. They do not appear on invoices, but they raise costs, create uncertainty and discourage expansion. And unlike external barriers, these are obstacles Europe can address itself.

Both Enrico Letta and Mario Draghi converge on this point: Europe's competitiveness depends heavily on a Single Market that works better in practice. Removing long-standing internal barriers would be one of the most effective ways to unlock growth without lowering standards or mobilising new public spending.

For firms operating across borders, simplification and a functioning Single Market are inseparable. Cutting obligations at EU level delivers results only if national divergence is also limited and enforcement consistent. Otherwise, complexity is not reduced, it is simply redistributed.

TURNING INTENT INTO IMPACT

Europe's diagnosis is now widely shared, and the urgency is clear, particularly in a world where economic strength increasingly shapes geopolitical outcomes. What will matter most is the ability to turn intent into impact.

That requires choices. Simplification cannot focus solely on reporting or procedures. As Georges Rassel has put it plainly, bad legislation remains bad legislation. Making it lighter does not correct its flaws. In some cases, the most effective option is to step back, to erase and rewind.

It also requires coherence over time. Adding new layers in one area while cutting burdens in another weakens credibility. When Europe struggles to follow through on decisions it has already taken, it risks signalling hesitation at a moment when reliability has become a strategic asset.

In today's global economy, complexity is not neutrality. It is a disadvantage. One year after the Omnibus, Europe has taken a step in the right direction. The challenge now is to build on this momentum and ensure that simplification delivers tangible results for companies.

Clear and simple rules, a Single Market that works in practice, and policies that turn ambition into action are not abstract objectives. They are the conditions for investment, growth and economic strength. Europe has set the direction. Staying the course will make the difference.

FRANCESCO FIASCHI
Head of European Affairs at FEDIL
francesco.fiaschi@fedil.lu



Le licenciement pour absentéisme habituel circonstancié

Bien que la maladie ne constitue pas une faute en soi, la jurisprudence constante admet néanmoins qu'un licenciement avec préavis d'un salarié peut être justifié lorsqu'il est prouvé dans son chef un absentéisme habituel pour raisons de santé.

Dans l'une de nos publications intitulée « Brèves de jurisprudences¹ », nous avons analysé en détail, sur la base de décisions de justice, les contours d'un tel licenciement qui exige 3 conditions cumulatives à établir par l'employeur, à savoir, d'une part, un absentéisme habituel du salarié, d'autre part une gêne considérable au bon fonctionnement de l'entreprise et enfin le fait pour l'employeur de ne plus pouvoir compter sur une collaboration régulière et efficace du salarié.

Deux récentes décisions de justice² viennent confirmer la jurisprudence en la matière tout en apportant un éclairage sur le type d'absences à considérer dans un tel cas. Dans les deux affaires, les salariés licenciés pour absentéisme habituel pour raisons de santé ont agi en justice contre le licenciement qu'ils ont jugé abusif au motif que les absences critiquées seraient la conséquence directe d'un accident de travail dans le premier cas et d'une maladie professionnelle dans le second. Dans les cas d'espèce, l'absentéisme habituel pour raisons de santé (9 mois d'absence continue avant le licenciement dans le premier cas et 68% d'absence sur une période de 16 mois avant le licenciement dans le second cas) n'était pas contesté.

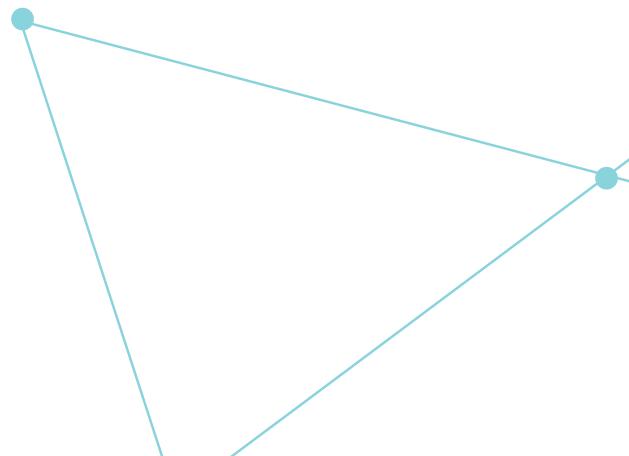
Les juges ont avant tout confirmé que : « *L'absentéisme chronique est susceptible de constituer un motif légitime de licenciement avec préavis, dès lors qu'il a porté préjudice au bon fonctionnement de l'entreprise. Cependant, ne constituent pas un motif légitime de licenciement, les absences qui sont la conséquence directe d'une pathologie contractée en raison du travail effectué par le salarié concerné auprès de l'employeur qui se prévaut de l'absentéisme ou d'un accident du travail survenu auprès de ce dernier. Cette exception se déduit des dispositions des articles L. 312-1 du Code du travail, aux termes duquel « l'employeur est obligé d'assurer la sécurité et la santé des salariés dans tous les aspects liés au travail. » et L. 121-9 du même Code, aux termes duquel « l'employeur supporte les risques engendrés par l'activité de l'entreprise ». »*

Il appartenait donc aux salariés de rapporter la preuve que leurs absences étaient dues à un accident du travail, respectivement à une maladie professionnelle.

Dans la première affaire, le salarié ayant rapporté cette preuve a obtenu gain de cause et le licenciement a été déclaré abusif. En effet, il ressortait des éléments du dossier que les certificats médicaux versés en cause mettent l'ensemble des lésions du salarié en relation avec l'accident du travail subi par ce dernier, déclaré par l'employeur et pris en charge par l'association d'assurance accident (AAA).

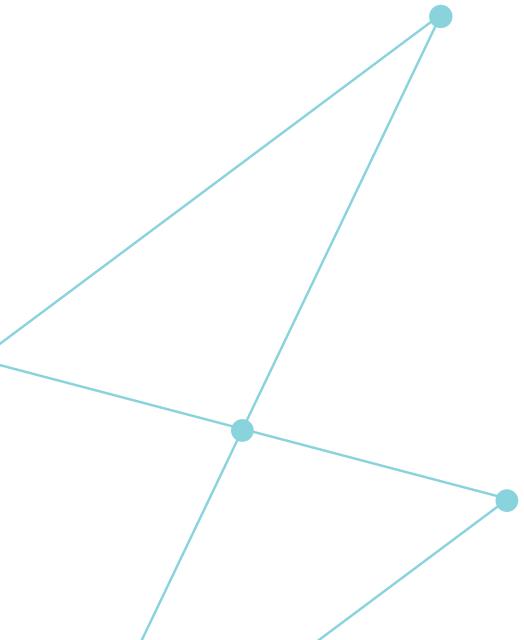
¹ Brèves de jurisprudences 01/2021 : Le licenciement pour absentéisme habituel pour raisons de santé

² Arrêt de la Cour d'appel du 4 février 2025, n° Cal-2024-00060 du rôle et arrêt de la Cour d'appel du 9 octobre 2025, n° CAL-2023-00654 du rôle



Dans la seconde affaire en revanche, le salarié, d'une part, était «en défaut de rapporter la preuve en quoi les pathologies en question constitueraient une maladie couverte par le Code 2.21 du tableau des maladies professionnelles», d'autre part, il n'avait fait aucune déclaration de maladie professionnelle et les certificats produits par lui émanaient d'un médecin généraliste, sur base de ses déclarations, sans analyse concrète du poste de travail. Enfin, l'aptitude au poste de travail déclarée par le médecin du travail n'a fait que confirmer la position des juges dans ce dossier. Il est utile d'indiquer que dans cette affaire, la présomption de désorganisation n'a pas été renversée de sorte que le licenciement a été déclaré justifié.

En définitive, ces deux décisions de la Cour d'appel réaffirment la légitimité du licenciement pour absentéisme habituel lorsque celui-ci désorganise l'entreprise et empêche une collaboration régulière. Elles rappellent cependant une limite essentielle : les absences directement causées par un accident du travail ou une maladie professionnelle ne peuvent pas être retenues contre le salarié s'il a rapporté la preuve du lien entre son état de santé et l'origine professionnelle de sa pathologie. A défaut, la présomption de désorganisation demeure, permettant à l'employeur d'invoquer valablement l'absentéisme chronique comme motif légitime de rupture.



ELLA GREDIE

Conseillère affaires juridiques et sociales auprès de la FEDIL
ella.gredie@fedil.lu



CNFPC : LA FORMATION CONTINUE PENSÉE POUR SOUTENIR LES ENTREPRISES ET L'ÉCONOMIE RÉELLE



Entre accélération technologique, mutation des métiers et pénurie de compétences, la formation professionnelle continue n'est plus un « plus », mais une nécessité stratégique. Acteur public unique au Luxembourg, le Centre national pour la formation professionnelle continue (CNFPC) joue un rôle central – et souvent méconnu – dans cet écosystème. Vincent Hieff, chargé de direction, revient sur les enjeux actuels et sur la manière dont le Centre accompagne concrètement les entreprises luxembourgeoises.

Au regard de l'évolution des besoins en compétences, quel rôle la formation professionnelle continue est-elle appelée à jouer ?

Pendant longtemps, on apprenait un métier pour la vie. Aujourd'hui, la durée de validité des compétences s'est considérablement raccourcie. La digitalisation, l'automatisation, l'intelligence artificielle ou encore la cybersécurité transforment les métiers à un rythme inédit. La transition durable exige elle aussi le développement de nouvelles compétences. Dans ce contexte, la formation professionnelle continue est devenue le principal levier pour rester à jour, aussi bien pour les salariés que pour les entreprises. Elle permet d'accompagner la transformation des métiers plutôt que de la subir.

Ces mutations concernent-elles l'ensemble de l'économie ?

Oui, tous les secteurs sont concernés. Les domaines du digital, de la donnée, de l'intelligence artificielle ou de la cybersécurité concentrent une forte demande, mais les évolutions touchent aussi l'industrie, la logistique, la grande distribution, la restauration, l'énergie ou encore les métiers techniques.

C'est ce que nous constatons au quotidien à travers les besoins exprimés par les entreprises. Pour y répondre, nous développons une offre large, combinant compétences techniques pointues et soft skills.

Quel est le rôle spécifique du CNFPC dans le paysage luxembourgeois de la formation ?

Le CNFPC est un acteur public placé sous la tutelle du ministère de l'Éducation nationale. Notre mission est de soutenir l'économie nationale et le marché du travail de manière neutre et pragmatique. La formation professionnelle continue est l'un des piliers du développement du Luxembourg. Nous accompagnons cette dynamique en soutenant les entreprises, les salariés, les demandeurs d'emploi et les institutions publiques. Nous misons sur les compétences déjà présentes dans le pays, en les faisant évoluer. C'est un investissement stratégique pour aujourd'hui et pour demain.

A qui s'adressent vos formations ?

Nous intervenons principalement via deux canaux. D'une part, nous accompagnons les entreprises – de la PME aux grands groupes – en proposant des formations adaptées à leurs besoins réels, très souvent sur mesure. D'autre part, nous développons, en collaboration avec l'ADEM, des programmes destinés aux demandeurs d'emploi, avec un objectif clair: favoriser une réintégration rapide et durable sur le marché du travail.

Comment accombez-vous concrètement les entreprises ?

Notre grande spécificité réside dans notre capacité à concevoir des formations sur mesure. Une large part de nos formations ne

figure pas dans un catalogue standard. Les entreprises viennent à nous avec des besoins précis, liés à leur activité, à leurs équipements ou à leurs perspectives de développement. Nous construisons alors des parcours adaptés, parfois sur plusieurs mois, en étroite collaboration avec elles. Cela permet, par exemple, de faire évoluer des profils internes vers de nouveaux métiers ou de répondre à des pénuries de compétences très ciblées.

«La formation continue permet d'accompagner la transformation des métiers plutôt que de la subir.»

Même les PME peuvent en bénéficier ?

Absolument. Nous accompagnons également les petites structures, notamment pour les formations liées aux obligations légales : sécurité, travail en hauteur, conduite d'engins ou certifications spécifiques.

Lorsque le sur-mesure n'est pas pertinent, nous proposons des formations mutualisées, réunissant des participants de différentes entreprises. Cela permet aux PME d'accéder à des formations de qualité, sans devoir en supporter seules les coûts.

Qu'est-ce qui distingue encore le CNFPC ?

En tant qu'institution publique, nous n'avons pas vocation à concurrencer les acteurs privés de la formation, mais de nous positionner en tant qu'offre complémentaire. Nous intervenons principalement là où le marché de la formation ne peut pas répondre, ou difficilement, à certains besoins. C'est notamment le cas lorsque les investissements sont trop lourds, les volumes trop faibles ou les besoins trop spécifiques. Nous pouvons investir dans des équipements pédagogiques lourds, avec une logique de long terme.

Nous disposons d'infrastructures uniques au Luxembourg : centres industriels, équipements de soudage certifiés, Learning Factory, installations dédiées à l'impression 3D, à l'électromobilité ou encore aux drones. Ces infrastructures permettent des formations très proches de la réalité du terrain.

Vos formations sont-elles reconnues ?

Oui. Selon les domaines, nos formations sont certifiées par différentes instances, telles que l'Association d'assurance accident, des organismes de référence internationaux ou encore le ministère de l'Éducation nationale. Ces reconnaissances traduisent notre exigence de qualité, au service des entreprises, des apprenants et, plus largement, de la compétitivité du Luxembourg.



DES FORMATIONS POUR ALLER PLUS LOIN.

SERGE ORBAN
CHARGÉ DE COURS
INDUSTRIE & PROCESS

cnfpc 

CENTRE NATIONAL
DE FORMATION
PROFESSIONNELLE
CONTINUE



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Éducation nationale,
de l'Enfance et de la Jeunesse

www.cnfpc.lu



Avec le renvoi de la ratification de l'accord Mercosur à la Cour de justice de l'Union européenne, la mise en œuvre d'un accord structurant pour la position de l'Union européenne sur la scène internationale est inutilement retardée.

Publications de la FEDIL



*Luxembourg AI Excellence Awards
2026*



*Partagez vos points de vue sur l'IA et
l'IA générative*



*La FEDIL salue la conclusion des
négociations de l'accord de libre-
échange UE-Inde*



*Coalition des extrêmes sur l'Accord
UE-Mercosur au Parlement européen
- Un signal dévastateur dans un
contexte géopolitique tendu*



*Nouvelle démarche de saisie des
demandes de chômage partiel à partir
de février 2026*

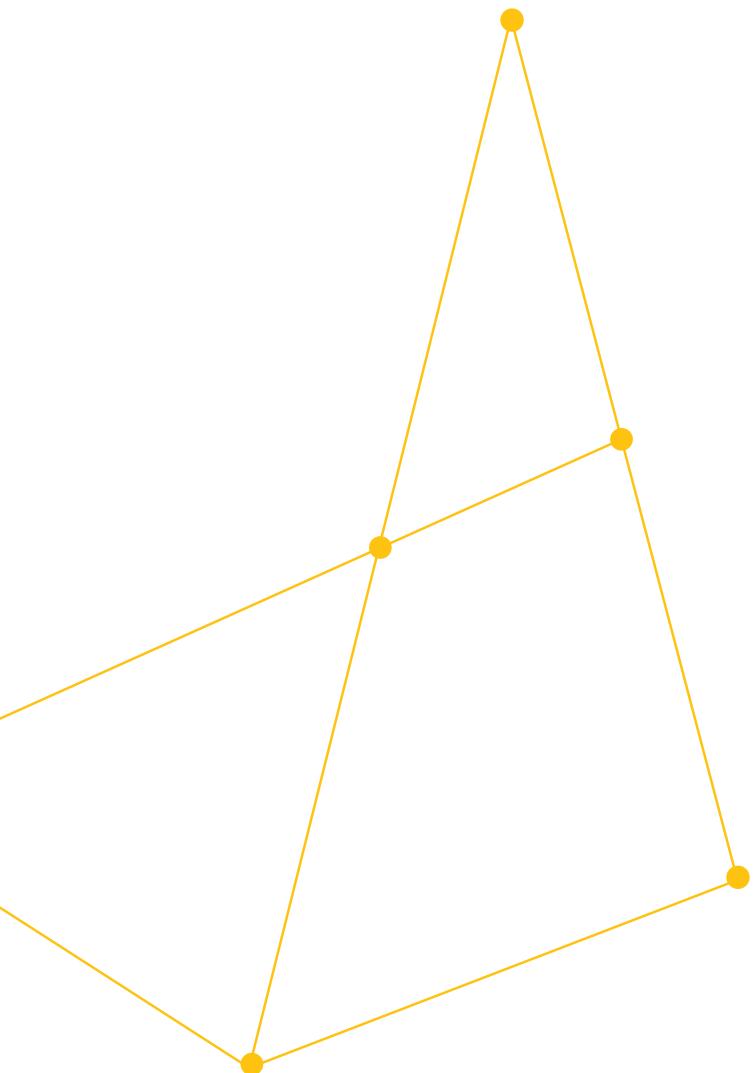


*Paramètres sociaux applicables à
partir du 1^{er} janvier 2026*

Plus de publications et positions sur WWW.FEDIL.LU



**TOUTES LES ACTUALITÉS
DE LA FEDIL ET DE L'INDUSTRIE SUR
<https://fedil.lu/fr/publications/>**



écho des entreprises

FEDIL – The Voice of Luxembourg's Industry

7, rue Alcide de Gasperi
Luxembourg-Kirchberg
B.P. 1304
L-1013 Luxembourg
echo@fedil.lu

Service publicité :
regie@ic.lu
(+352) 48 00 22 - 1

Éditeur :
FEDIL a.s.b.l.
The Voice of Luxembourg's Industry
R.C.S. Luxembourg F 6043
www.fedil.lu

Directeur : René Winkin
Rédactrice en chef : Laurence Kayl
Mise en page : Rodney Ndong-Eyogo
Conception : Clff

Impression : Imprimerie Centrale
Paraît 6 fois par an
Tirage : 2.000 exemplaires

© Copyright 2026 FEDIL

Tous droits réservés.
Des reproductions peuvent être
autorisées en ligne par www.lord.lu.



Important !

Tenez votre
dossier RCS et RBE

à jour.

Pour éviter
des sanctions.

VOUS ÊTES RESPONSABLE D'UNE ENTREPRISE OU D'UNE ASSOCIATION ?

La loi a changé. Toute entreprise ou association
doit s'assurer que ses informations soient **adéquates,**
exactes et actuelles.

Assurez-vous dès maintenant
de la conformité de vos dossiers RCS & RBE.



Can we save Europe?

Is sovereignty the right path?
Europe and Luxembourg under pressure

Wednesday 18 March 2026

Luxembourg Chamber of Commerce



Agenda &
registrations here



Under the patronage of:



THE GOVERNMENT
OF THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG
Ministry of the Economy

Conference organised by:



THE GOVERNMENT
OF THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG
Ministry of the Economy

**CHAMBER
OF COMMERCE
LUXEMBOURG**
POWERING BUSINESS

FEDIL
The Voice of Luxembourg's Industry

idea

In collaboration with:



Partners:

PAPERJAM

